La planète laitière et la place de l'Afrique de l'Ouest dans la consommation, la production et les échanges de produits laitiers

Vincent Chatellier
INRA, UMR SMART-LERECO, 44000 Nantes (France)
vincent.chatellier@inra.fr

Résumé. Le secteur laitier mondial connait un développement soutenu en raison de l'augmentation des besoins en produits laitiers d'une population en croissance et d'un changement progressif des régimes alimentaires. Si les pays asiatiques sont depuis longtemps placés au cœur de cette dynamique, ce qui stimule le développement des exportations dans trois grandes zones géographiques (l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis), la place qu'occupe l'Afrique dans la « planète laitière » est étudiée ici de façon spécifique. Moyennant une focalisation sur le cas des pays de l'Afrique de l'Ouest, cette communication aborde successivement la consommation de produits laitiers, la production de lait et les échanges de produits laitiers. Pour ce faire, cette analyse mobilise, d'une part, les données statistiques de la FAO sur une longue période (1961 à 2017) et, d'autre part, les statistiques des douanes sur la période 2000 à 2017 (pour la base de données *BACI*) ou 2018 *(COMEXT)*. Une attention est portée à la question des importations de ces pays, notamment en mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre en provenance de l'Union Européenne (UE). Compte tenu de la faiblesse des droits de douane appliqués aux frontières et du caractère hautement compétitif de ces produits, un débat est engagé autour du devenir de la production laitière locale et de la stratégie déployée par les autorités européennes pour soutenir ou non, au travers de sa politique agricole, le développement de l'agriculture africaine.

Mots clés : Filière laitière - Afrique de l'Ouest - Mondialisation – Echanges - Poudre de lait – Compétitivité

Abstract. The global dairy sector is growing steadily due to the increased dairy requirements of a growing population and a gradual shift in diets. While Asian countries are, since a long time, at the heart of this dynamic, which stimulates the development of exports in three main geographical areas (European Union, New Zealand and the United States), the place occupied by Africa is studied here specifically. With a focus on the countries of West Africa, this paper successively discusses the consumption of dairy products, the production of milk and the exchange of dairy products. This analysis uses long-term statistics from FAO (1961 to 2017) and customs statistics from 2000 to 2017 (for the database BACI) or 2018 (COMEXT). An attention is paid to the question of imports of these countries, particularly of "fat filled milk powder" (a product that corresponds to a mixture of vegetable fat and milk powder) from the European Union (EU). Given the low tariffs applied at the borders and the highly competitive nature of these products, there is a debate about the future of local milk production and the strategy deployed by the European authorities to support or not, through its agricultural policy, the African agriculture's development.

Key words: Dairy sector - West Africa - Globalization - Trade - Milk powder - Competitiveness

Introduction

Le secteur laitier joue un rôle social, territorial et économique important à l'échelle mondiale (Hemme et Otte, 2010). Il connait un développement soutenu depuis plusieurs décennies, moyennant des modèles productifs extrêmement hétérogènes d'une zone géographique à l'autre, en fonction notamment de la variété des conditions pédoclimatiques. Cette grande diversité de modèles se retrouve au niveau des espèces animales impliquées (même si les vaches assurent près de 80% de la production laitière), des types d'animaux concernés (races, potentiel génétique, rusticité, etc.) et des modèles alimentaires privilégiés (pâturage ou non, types de fourrages et d'aliments concentrés, etc.). Elle tient aussi au niveau d'intensification des pratiques, à l'organisation sociale de l'activité (exploitations familiales versus unités plus industrielles avec un recours à de la main d'œuvre salariée) ou à l'intensité des capitaux mobilisés pour permettre ou non le développement de la production (du pastoralisme aux unités technologiques intensives de grande taille).

Dans de très nombreux pays, la production laitière intérieure est assez proche du niveau global de consommation de produits laitiers, sans qu'il soit possible de bien expliciter en quoi l'un freine ou stimule l'autre. Néanmoins, dans plusieurs pays développés, dont l'Union européenne (UE), la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis, la production laitière dépasse largement les besoins intérieurs ; les excédents sont alors vendus sur le marché mondial, au travers d'une large gamme de produits, lesquels sont cependant plus ou moins générateurs de valeur ajoutée (des fromages aux mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre en passant par la poudre de lait écrémé ou le beurre). Dans certaines zones de l'Asie (dont la Chine) et de l'Afrique, les importations de produits laitiers se développent à un rythme rapide. Ce recours accentué aux produits importés résulte d'une somme de facteurs qu'il est parfois difficile de pondérer entre eux, dont : l'augmentation soutenue des besoins intérieurs imputable à l'essor démographique et à la modification progressive du régime alimentaire des populations ; l'urbanisation croissante qui peut conduire à ce que les grandes villes, surtout celles localisées à proximité de ports, préfèrent s'approvisionner auprès d'entreprises multinationales étrangères plutôt que d'opter pour une production locale parfois plus incertaine (régularité des approvisionnements) ou géographiquement éloignée ; les difficultés productives liées à la faible pluviométrie, à la pauvreté agronomique des sols, ou au faible potentiel génétique des animaux ; la défiance des consommateurs qui considèrent que la qualité des produits importés est meilleure et plus sécurisante que celle des produits locaux ; la mise en œuvre d'un processus de libéralisation des politiques commerciales qui conduit à ce que les droits de douane appliqués sur les produits importés soient très faibles et donc peu dissuasifs pour les potentiels exportateurs.

Dans ce cadre, l'objectif est ici de présenter une analyse portant sur l'évolution de la place de l'Afrique, plus spécifiquement des pays ouest-africains, dans la « planète laitière ». Pour ce faire, et en mobilisant différentes sources de données statistiques sur longue période, trois parties sont distinguées : la première discute de l'évolution de la consommation de produits laitiers, en rappelant la contribution des produits laitiers aux apports caloriques et l'importance du fait démographique dans les évolutions à l'œuvre ; la deuxième traite de l'évolution de la production laitière au fil des soixante dernières années, en mettant en évidence le poids relatif des espèces animales impliquées et la situation propre à chaque pays de l'Afrique de l'Ouest. La troisième et dernière partie aborde la question de l'évolution des échanges internationaux de produits laitiers, en insistant surtout sur les importations des pays de l'Afrique de l'Ouest, dont celles relatives aux controversés mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre.

1. La consommation de lait

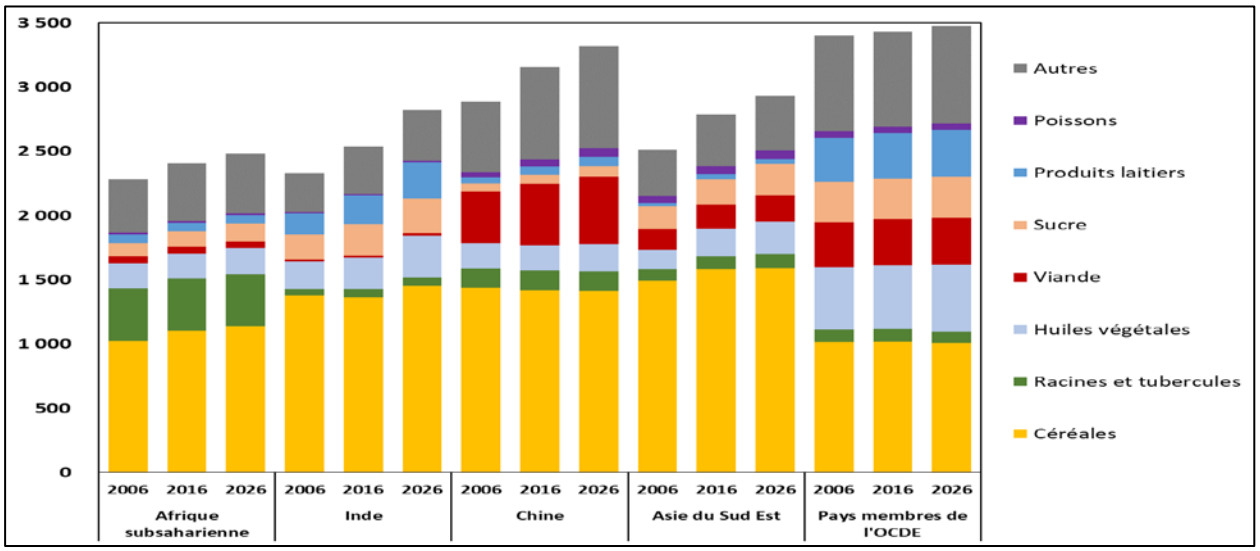
La consommation de produits laitiers, très variable d'un pays à l'autre, enregistre une forte progression à l'échelle mondiale, en raison de la croissance démographique et d'une utilisation accentuée de produits laitiers dans les régimes alimentaires.

1.1. Une place croissante des produits laitiers dans les régimes alimentaires

A l'échelle mondiale, la consommation alimentaire, exprimée en apports caloriques (kcal) par habitant et par an, progresse, avec cependant de forts écarts selon les zones. D'après les estimations de la FAO et de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), les apports caloriques plafonnent dans les pays membres de l'OCDE[1] aux alentours de 3 500 kcal par jour et par personne (Figure 1). Les apports caloriques augmentent toujours, en revanche, dans la plupart des pays en développement ou des pays émergents. Cela se vérifie en Afrique Subsaharienne (2 400 kcal en 2016), en Inde (2 540 kcal), en Asie du Sud Est (2 800 kcal) et en Chine (3 100 kcal).

Tout en soulignant que les céréales occupent une place importante dans les régimes alimentaires, ces travaux indiquent que la part relative de celles-ci baisse dans les pays dotés des plus hauts niveaux de revenus (exemple : 54 % en Inde contre 30 % dans les pays de l'OCDE). Les produits laitiers, pris sous diverses formes (produits frais, beurre, fromages, poudre de lait, ingrédients pour l'agroalimentaire, etc.), contribuent, quant à eux, pour 10% aux apports caloriques dans les pays membres de l'OCDE (moyenne 2016). Si cette part progresse légèrement, les effets globaux sur les volumes consommés mondialement sont limités pour deux raisons : la croissance démographique dans les pays de l'OCDE est modeste comparativement à celle des pays en développement d'Asie et d'Afrique (ONU, 2017) ; les apports caloriques totaux n'augmentent plus.

Figure 1. La contribution de différents types de produits aux apports caloriques totaux des populations de plusieurs pays/zones (kcal/jour/personne) en 2006, 2016, et 2026



Source : OCDE-FAO (prévisions pour 2026)

[1] L'OCDE compte 36 pays membres à travers le monde, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et l'Asie-Pacifique. En font partie beaucoup des pays les plus avancés, mais aussi des pays émergents comme le Mexique, le Chili et la Turquie.

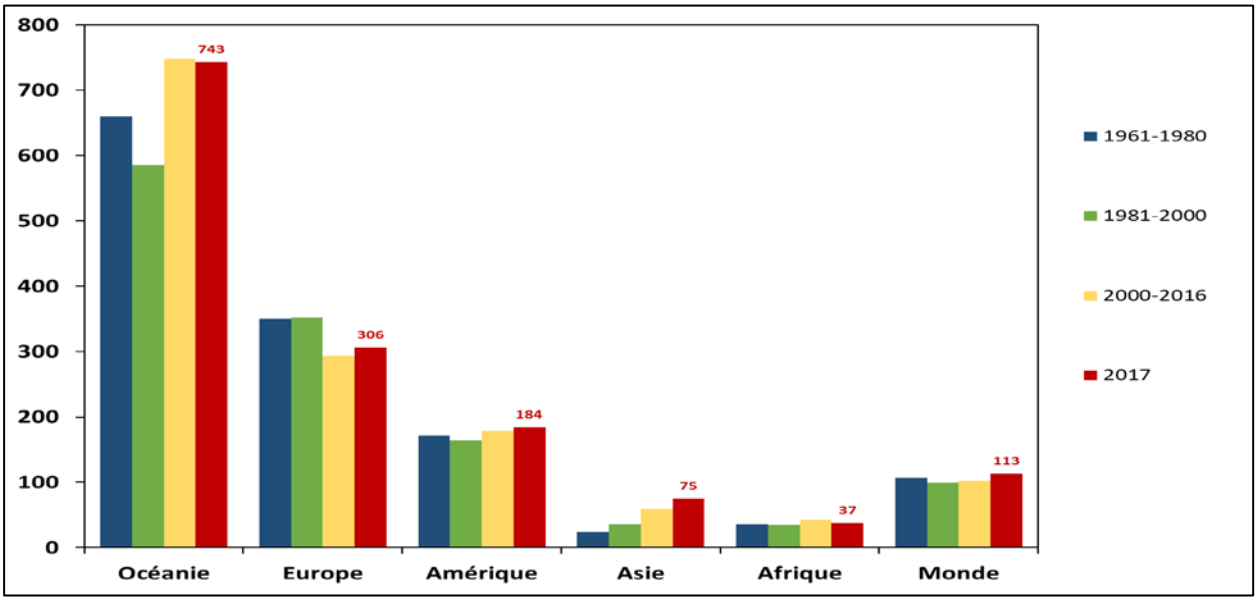
La contribution des produits laitiers aux apports caloriques totaux devrait progresser dans de nombreux pays au cours des dix prochaines années. Elle reste faible en Asie du Sud-Est (1,2 % en 2016), en Chine (1,9 %) et en Afrique Subsaharienne (2,5 %). En Inde, pays qui compte au plan démographique (1,65 milliard d'habitants en 2050 selon les estimations de l'ONU), cette part des produits laitiers est plus élevée (9 % en 2016). Dans les pays en développement, les produits frais constituent l'essentiel des produits laitiers consommés (d'où parfois quelques difficultés pour apprécier le niveau réel de consommation), alors que les produits transformés (dont les fromages et le beurre) occupent une place plus importante dans les pays industrialisés.

1.2. La consommation de lait et son taux de croissance varient selon les pays

En dépit de la croissance démographique exceptionnelle intervenue entre 1961 et 2017 (+4,4 milliards d'habitants à l'échelle planétaire), mais grâce au développement de la production laitière (voir partie 2), les disponibilités en lait (toutes espèces confondues) par habitant et par an ont très légèrement progressé pour atteindre, en moyenne mondiale, 113 litres (Figure 2). Même si la qualité des statistiques de la FAO est reconnue (International Dairy Federation, 2018), force est d'admettre que ce niveau correspond en réalité à une estimation, nul ne pouvant prétendre connaitre avec exactitude la réalité des quantités de lait effectivement produites.

La production de lait par habitant atteint des niveaux records en Océanie (743 kg en 2017) en raison du potentiel productif de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie et du nombre limité d'habitants (0,5% de la population mondiale). Ces volumes de production dépassant de loin les besoins intérieurs, cette zone est structurellement excédentaire. En Europe, la production de lait par habitant est de 306 kg en 2017, soit un niveau supérieur à celui de l'Amérique (184 kg), de l'Asie (75 kg) ou de l'Afrique (37 kg). Les disponibilités locales en lait peuvent avoir une influence sur les habitudes alimentaires et sur le niveau de consommation. Dans certaines zones où la production laitière est peu développée, les importations ont cependant parfois permis de dynamiser la consommation intérieure.

Figure 2. L'évolution de la production de lait (toutes espèces) par habitant et par an (kg) dans différentes zones du monde (moyenne annuelle en kg)



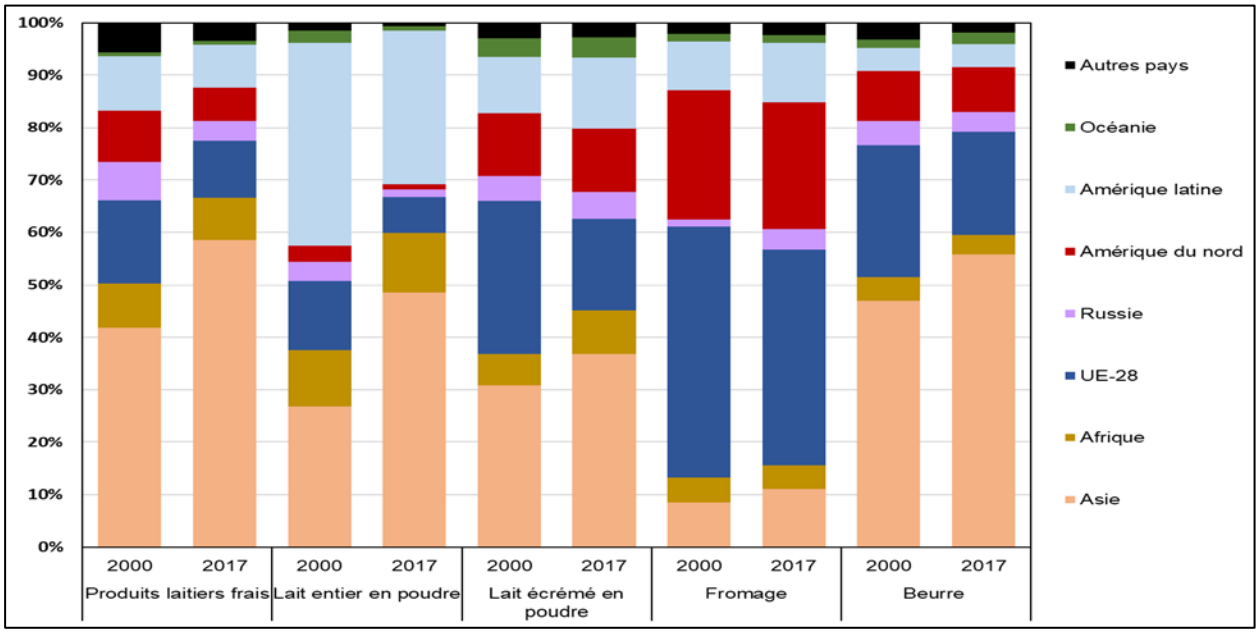
Source : FAO

La consommation de lait par habitant et par an (113 litres en moyenne mondiale) varie fortement d'un pays à l'autre. Les écarts tiennent à un ensemble de facteurs, dont des raisons historiques liées à la présence ou non sur le territoire d'activités laitières ; des raisons culturelles liées aux modèles alimentaires privilégiés ; des raisons économiques (pouvoir d'achat des ménages, développement ou non des importations). Culminant à environ 300 litres dans l'UE, elle s'élève 275 litres en Amérique du Nord, 260 litres en Océanie, 175 litres en Amérique du Sud et 130 litres en Amérique Centrale. Elle est, en revanche inférieure à la moyenne mondiale en Asie (75 litres), zone où des écarts substantiels apparaissent (110 litres en Inde, 45 kg en Chine et moins de 15 litres en Indonésie). Concernant l'Afrique, l'estimation avoisine les 40/45 litres (soit deux fois moins que la moyenne mondiale), avec là aussi toujours des écarts entre pays.

Depuis 2000, les pays asiatiques sont à l'origine de la moitié de la hausse de la consommation mondiale de produits laitiers. Outre l'effet démographique, trois autres facteurs contribuent de manière déterminante à l'augmentation de la consommation dans ces pays (FAO, 2013) : l'amélioration du revenu moyen des habitants ; l'urbanisation croissante qui favorise une certaine occidentalisation des modèles alimentaires ; le progrès technique qui simplifie la diffusion des produits laitiers (mode de conditionnement des produits finis, amélioration des circuits logistiques, respect plus généralisé de la chaîne du froid, etc.).

En 2017, les pays asiatiques contribuent pour 58% à la consommation mondiale de produits laitiers frais, 55% à celle de beurre, 48% à celle de lait entier en poudre, 36% à celle de lait écrémé en poudre, mais seulement 11% à celle de fromages (figure 3). En raison des habitudes alimentaires et des niveaux de prix, la consommation de fromages est surtout le fait de l'UE (44% du total mondial) et de l'Amérique du nord (24%). Contrairement aux pays asiatiques, la part de l'Afrique dans la consommation mondiale n'a pas beaucoup évolué depuis 2000 (OCDE-FAO, 2018). L'Afrique représente ainsi, par exemple, 8% de la consommation mondiale de produits frais et de la poudre de lait écrémé, mais seulement 4% de celle du beurre et des fromages.

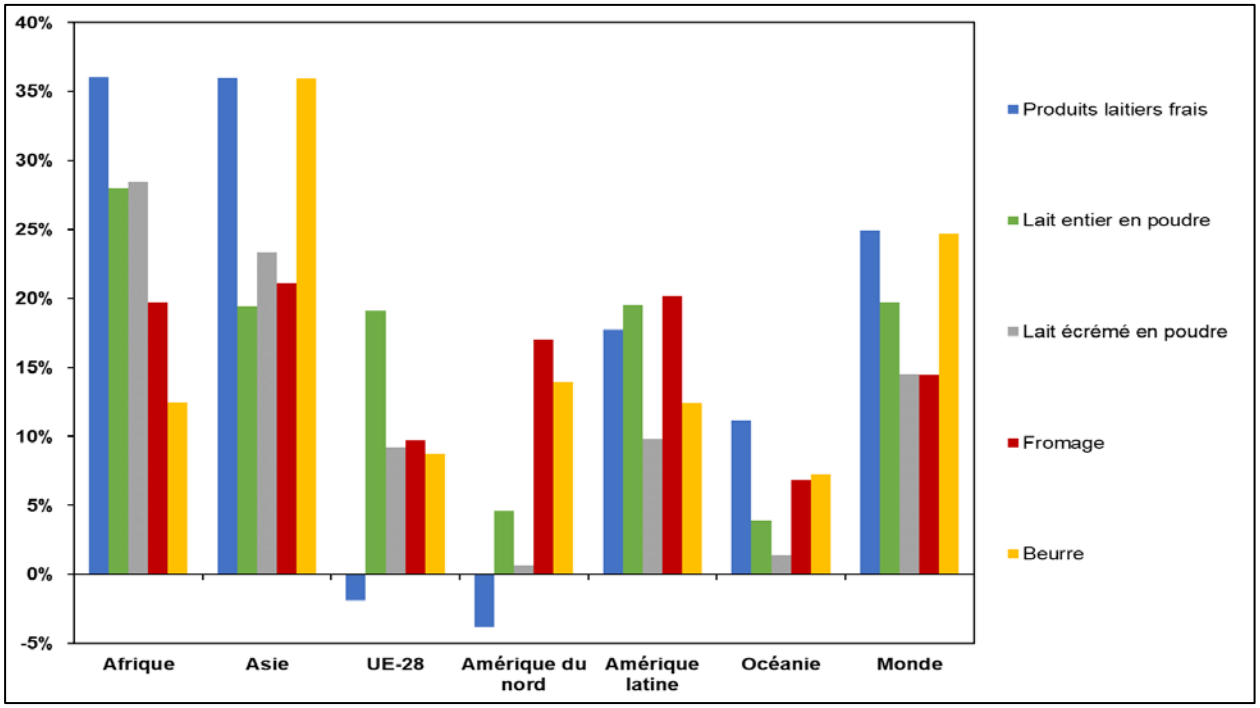
Figure 3. L'évolution de la part des zones géographiques dans la consommation mondiale de produits laitiers entre 2000 et 2017 (% des volumes)



Source : OCDE-FAO

La consommation mondiale de produits laitiers devrait augmenter, d'après l'OCDE et la FAO, d'environ 20 % entre 2017 et 2027, soit un taux supérieur à celui attendu pour la plupart des autres produits agricoles, dont les céréales et les viandes. Ce taux de croissance varie selon les types de produits laitiers : +25% pour les produits laitiers frais et le beurre ; +20% pour la poudre de lait entier ; +15% pour le poudre de lait écrémé et les fromages.

Figure 4. La croissance attendue de la consommation en produits laitiers de différentes zones entre 2017 et 2027 (% en volume)



Source : OCDE-FAO

Dans les pays en développement, nombreux en Afrique, les perspectives de croissance de la consommation de produits laitiers sont plus prometteuses, car généralement comprise entre 20% et 35% selon les types de produits (Figure 4). Dans certains pays développés, notamment dans l'UE, la croissance est beaucoup moins dynamique (et parfois même négative dans certains Etats membres), ce pour deux raisons essentielles : le niveau individuel de consommation est déjà élevé (pratiquement le triple de la moyenne mondiale) et la croissance démographique est lente.

1.3. La consommation de produits laitiers en Afrique de l'Ouest

Parmi les seize pays de l'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie se distingue par un niveau élevé de consommation de lait (plus de 100 litres). Cela tient à l'importance prise par les produits laitiers (de différentes espèces animales) dans les régimes alimentaires et au recours fréquent des populations pastorales ou agro-pastorales à l'autoconsommation (Corniaux et Duteurtre, 2018-a). Il est également élevé au Cap Vert, un pays certes plus riche que la moyenne de la zone mais très peu peuplé (540 000 habitants). La consommation, qui est légèrement supérieure à la moyenne africaine au Mali et au Niger, est proche de 40 litres au Sénégal et voisine de 20 litres au Bénin, au Burkina-Faso, en Guinée et au Togo. Dans certains pays côtiers du Golfe de Guinée, la consommation est souvent inférieure à 10 litres, comme cela est le cas en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Libéria et au Nigéria le pays le plus influant démographiquement (Tableau 1).

Tableau 1. La population et la production de lait par habitant dans les pays de l'Afrique de l'Ouest en 1961, 2000 et 2017

	Population (millions d'habitants) : estimation de l'ONU pour 2050 et 2100 (scénario médian)				Production de lait par habitant (litres par an)	
	1961	2017	2050	2100	1961	2017
Bénin	2,5	11,2	23,9	44,3	3	12
Burkina Faso	4,9	19,2	43,2	81,7	13	24
Cap Vert	0,2	0,5	0,7	0,7	9	18
Côte d'Ivoire	3,7	24,3	51,2	76,7	1	1
Gambie	0,4	2,1	4,5	7,2	7	36
Ghana	6,9	28,8	51,2	76,7	1	2
Guinée	3,6	12,7	26,8	48,3	9	16
Guinée-Bissau	0,6	1,9	3,6	5,9	12	94
Libéria	1,1	4,7	9,8	17,8	0	2
Mali	5,3	18,5	44,1	83,2	49	90
Mauritanie	0,9	4,4	8,9	15,5	226	175
Nigéria	46,1	190,9	410,6	793,9	3	3
Niger	3,5	21,5	68,4	192,1	58	61
Sénégal	3,3	15,9	34,1	64,8	22	9
Sierra Léone	2,3	7,6	12,9	16,5	5	23
Togo	1,6	7,8	15,3	25,2	3	12
Afrique de l'Ouest	86	372	809	1 550	12	16
Afrique	292	1 256	2 527	4 467	38	37
Monde	3 090	7 550	9 771	11 184	111	113

Source : ONU et OCDE-FAO

En Afrique de l'Ouest, la consommation de produits laitiers devrait poursuivre sa tendance haussière tout au long des décennies à venir. D'après les estimations démographiques de l'ONU (dans son scénario « médian »), la population de cette zone pourrait passer de 372 millions d'habitants en 2017 à 809 millions en 2050 et 1,55 milliards en 2100. Le cas du Nigéria est à ce titre exceptionnel, avec une population qui pourrait augmenter de 220 millions d'habitants d'ici 2050 pour atteindre 410 millions, soit le troisième rang mondial des pays les plus peuplés de la planète derrière l'Inde et la Chine. Champion du monde en termes de fécondité (avec environ sept enfants par femme), le Niger connait lui aussi une trajectoire démographique impressionnante (triplement de sa population d'ici 2050). Toujours selon ces estimations, l'Afrique de l'Ouest pourrait dépasser un milliard d'habitant à compter de 2060, soit l'équivalent de deux fois la population actuelle des 28 Etats membres de l'UE. Si ces prévisions démographiques font l'objet de débats méthodologiques, dont sur la dynamique future de la fécondité dans les pays en développement, l'essor attendu de la population restera un puissant moteur de la croissance de la consommation globale de produits laitiers.

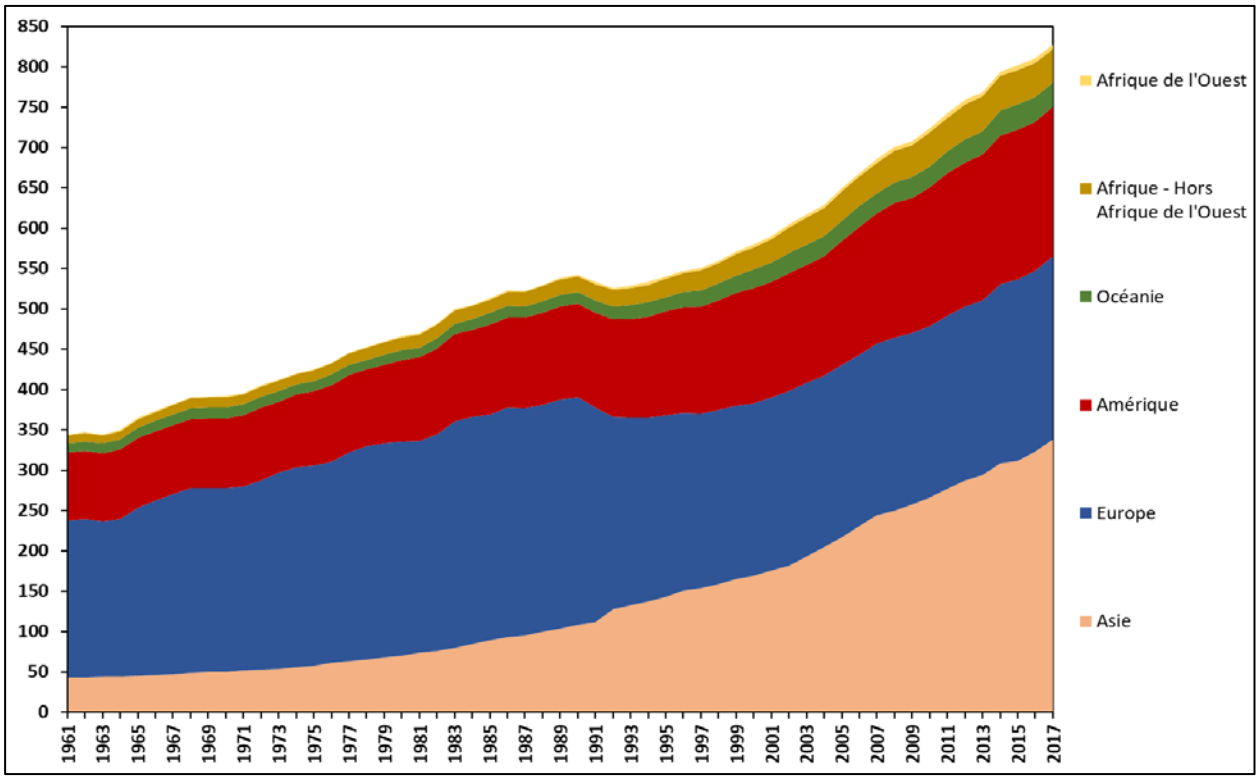
Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, s'ajoute à cela le fait que le niveau de consommation de produits laitiers par habitant pourrait augmenter, parallèlement au développement économique, à l'urbanisation rapide et à la part très élevée de jeunes dans la population (près de la moitié de la population à moins de 20 ans). Cette évolution est cependant pour partie soumise à la capacité d'adaptation de la filière laitière locale et aux stratégies déployées en matière d'importations, ce dans un contexte où le pouvoir d'achat des populations reste modeste. Depuis de nombreuses années déjà, et pour des questions notamment de rapports de prix, la satisfaction des exigences de ce marché amène à fabriquer des produits laitiers à partir de poudres de lait importées ou, plus compétitif encore, de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre.

2. La production de lait

D'après les statistiques de la FAO, la production mondiale de lait, toutes espèces confondues, a considérablement augmenté au fil des décennies, passant de 344 milliards de litres en 1961 à 827 milliards de litres en 2017 (Figure 5). Sur l'ensemble de la période étudiée, la croissance moyenne annuelle de la production laitière a donc été de 8,6 milliards de litres par an. Ce rythme moyen masque en réalité une accélération productive au cours de la période récente, puisqu'il est passé en moyenne de 6 milliards de litres par an entre 1961 et 2000 à 14,6 milliards de litres par an entre 2000 et 2017. Outre les effectifs d'animaux, le progrès de la génétique animale et l'amélioration des techniques d'élevage favorisent cette augmentation de la production laitière (+42% depuis 2000 à l'échelle mondiale).

Le lait de vache représente, à lui seul, 81% du lait produit à l'échelle mondiale en 2017. Parmi la dizaine d'espèces laitières domestiquées par l'homme pour ses besoins en lait, la vache prédomine donc largement. La contribution des autres espèces a cependant augmenté sur longue période, passant de 9% en 1961 à 19% en 2017. A cette dernière date, le lait de bufflonne occupe une place importante (14,9%), notamment en Inde, devant le lait de chèvre (2,3 %), le lait de brebis (1,3 %) et le lait de chamelle (0,4 %) ; les autres espèces comme la jument, l'ânesse, le yak, le renne et le lama se partageant le reste. Comme le soulignent certains auteurs (Faye et Konuspayeva, 2012), le point intéressant de ces espèces est moins le volume de lait produit que leur contribution à la biodiversité, à la sécurité alimentaire et au développement territorial dans les régions les plus marginales de la planète, d'autant qu'à l'exception des petits ruminants, ces espèces laitières sont inféodées à des écosystèmes spécifiques des pays en voie de développement.

Figure 5. La production mondiale de lait (toutes espèces) selon les zones géographiques : évolution entre 1961 et 2017 (milliards de litres).



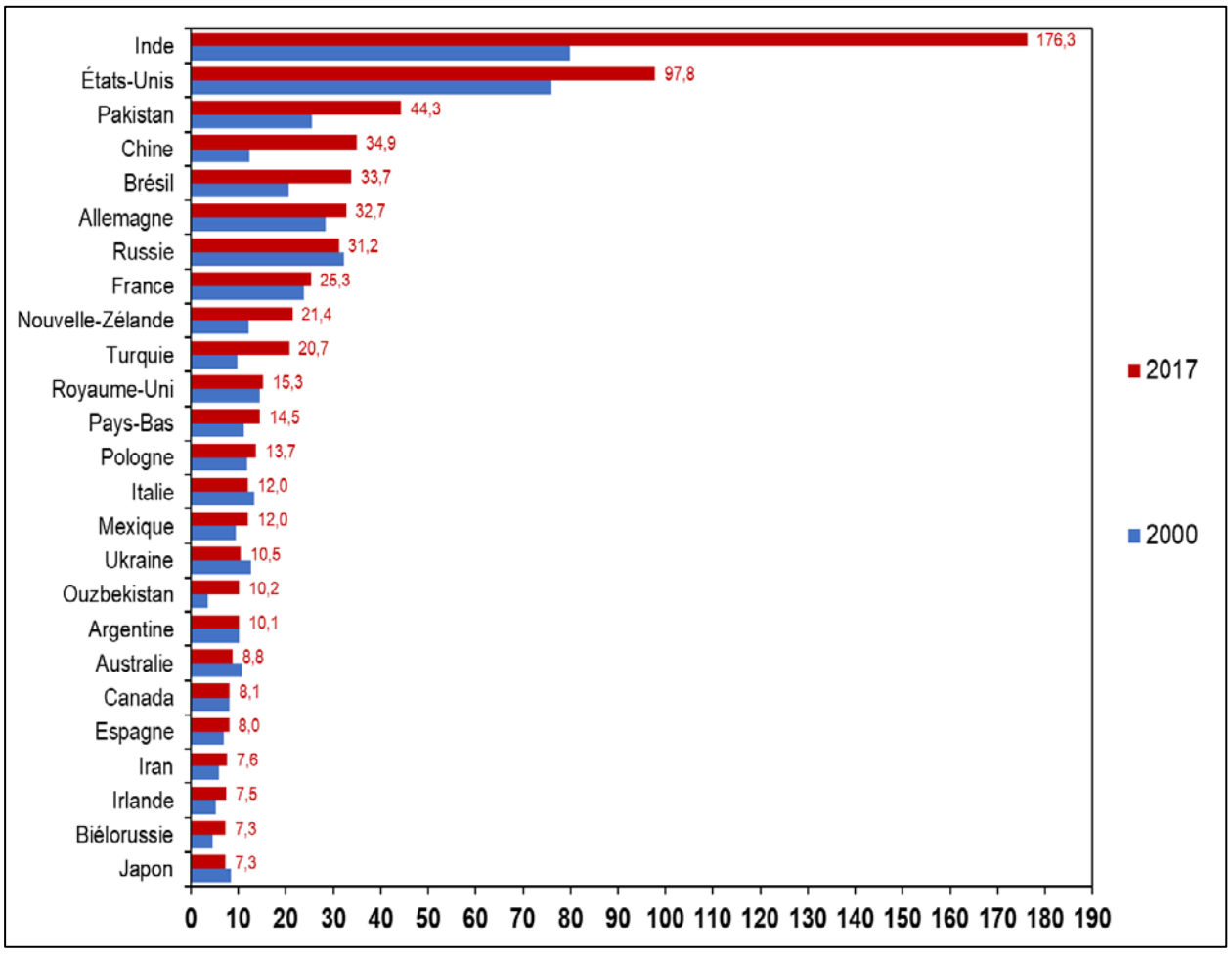
Source : FAO

A l'échelle internationale, la croissance de la production laitière est d'abord le fait de l'Asie (61% de la croissance mondiale observée entre 1961 et 2017). Elle tient ensuite au continent américain (21% du total), puis à l'Europe (7%), à l'Afrique (7%) et à l'Océanie (4%). Cette augmentation de la production laitière mondiale résulte d'une très grande diversité de modèles productifs entre continents et au sein de chacun d'eux. Cette diversité peut être mise en évidence au travers par exemple des types d'animaux impliqués (espèces, races, performances zootechniques), des modèles alimentaires privilégiés, de la taille des élevages, de l'organisation sociale des structures (main d'œuvre familiale versus main d'œuvre salariée), de la productivité du travail, de l'intensité du recours aux investissements, etc. Un bref retour sur l'évolution de la production laitière au sein de chaque continent permet de mieux saisir les principales dynamiques à l'œuvre et le poids relatif de l'Afrique.

2.1. La production laitière en Asie

Les pays asiatiques assurent une production laitière de 338 milliards de litres en 2017, soit 41% du total mondial. Cette zone a été, et de loin, la plus dynamique au plan productif. En effet, la production de l'Asie a augmenté de 295 millions de tonnes depuis 1961, soit une multiplication par huit de ses volumes. En dépit de cette croissance importante, l'Asie n'est cependant toujours pas autosuffisante en lait en 2017, son taux d'auto-approvisionnement étant voisin de 90%.

Figure 6. La production de lait dans les 25 premiers pays producteurs de lait dans le monde en 2000 et 2017 (milliards de litres).



Source : FAO

L'Inde, premier pays producteur de lait au monde (21% de la production mondiale), occupe une place centrale dans la dynamique laitière asiatique (Landes *et al*., 2017). Malgré un potentiel génétique limité d'une proportion élevée de bovins et une offre atomisée (éclatement de la production dans d'innombrables structures familiales de très petite taille), la production laitière a progressé de 155 milliards de litres depuis 1961 (soit le tiers de la croissance mondiale). Le cheptel, particulièrement important en effectif, est ici singulier dans la mesure où le lait de bufflonne représente aujourd'hui la moitié de la production laitière. Compte tenu des besoins intérieurs colossaux de ce pays en produits laitiers, l'intégralité de la production laitière indienne est consommée sur place.

La Chine est, de son côté, un petit pays producteur de lait : 4% des volumes mondiaux en 2017 pour 19% de la population mondiale. Longtemps insignifiante (moins de 10 milliards de litres avant 1995), la production laitière chinoise a plus que triplé entre 2000 et 2008, date à partir de laquelle elle s'est ensuite stabilisée (Chaumet, 2018). Ainsi, et compte tenu de l'augmentation en parallèle de la demande intérieure, ce pays est rapidement devenu le premier importateur mondial de produits laitiers (voir partie 3). La filière laitière chinoise fait face à plusieurs contraintes : la restructuration des petites exploitations est rapide, ce qui pénalise la dynamique productive (même si quelques « fermes vitrines modernes » sont souvent mises médiatiquement en avant) ; le coût de production du lait est globalement plus élevé en Chine que dans les grands pays exportateurs de produits laitiers, ce qui conduit à privilégier les importations ; les consommateurs chinois n'ont pas pleinement confiance dans la qualité des produits laitiers chinois depuis le scandale du lait frelaté à la mélamine qui a éclaté en 2008 (Pei *et al.*, 2011 ; Institut de l'Elevage, 2018b).

Outre l'Inde et la Chine, la production laitière asiatique résulte de nombreux autres pays dont le Pakistan (Zia et al., 2011). Ce pays produit à lui seul 44 milliards de litres en 2017, soit pratiquement l'équivalent de la production du continent africain. Plus loin derrière, arrivent des pays tels que l'Ouzbékistan (10 milliards de litres), l'Iran (7,6 milliards de litres), le Japon (7,3 milliards de litres) et le Kazakhstan (5,5 milliards de litres).

2.2. La production laitière en Amérique

Sur le continent américain, la production laitière est passée de 83 milliards de litres en 1961 à 185 milliards de litres en 2017 (dont 99,5% de lait de vaches). Cette augmentation de la production tient pour 40% aux Etats-Unis. En 2017, le taux d'auto-approvisionnement en lait est positif en Amérique du nord (110%), équilibré en Amérique du Sud et négatif en Amérique Centrale (79 %).

En représentant 57% de la production laitière du continent américain, les trois pays de l'Amérique du nord occupent une place importante. Avec 12% de l'offre mondiale, les États-Unis sont au troisième rang des pays producteurs, derrière l'Inde et l'Union européenne. Le développement de la production étatsunienne résulte souvent d'exploitations de grande taille : plus de la moitié des vaches laitières américaines étant localisées dans des étables de plus de 1 000 vaches. Absent de la scène internationale en matière de commerce de produits laitiers au début des années 2000, les Etats-Unis ont développé progressivement leurs exportations, mais d'abord avec les deux autres pays membres de l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain), à savoir le Mexique (11,9 milliards de litres de lait produits en 2017) et le Canada (8,1 milliards de litres).

En Amérique du Sud, la production laitière est proportionnellement à d'autres productions agricoles (viande bovine, viande de volailles, soja, etc.) peu développée (34% du total du continent américain et 7% du total mondial). Le Brésil arrive en première position avec 33,7 milliards de litres en 2017, devant l'Argentine (10,1 milliards de litres), la Colombie (7,1 milliards de litres) et le Chili (2 milliards de litres). Les pays de l'Amérique Centrale ne contribuent, quant à eux, que pour 9% à la production laitière américaine.

2.3. La production laitière en Europe

En Europe, au sens large du terme, c'est-à-dire en regroupant les Etats membres de l'UE, mais aussi des pays tels que la Suisse, la Norvège, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, la production laitière atteint 227 milliards de litres en 2017 (soit 27% du total mondial). La production européenne de lait a augmenté de 16% depuis 1961 (soit +32 milliards de litres), en dépit d'un recul marqué de la production dans les pays de l'Europe de l'Est suite à l'effondrement du bloc soviétique.

Deuxième producteur mondial, l'UE connait un développement récent de sa production suite à la décision prise par les autorités communautaires de supprimer les quotas laitiers à compter de 2015 (Commission européenne, 2017). Avec un climat tempéré, des rendements fourragers élevés et un haut potentiel génétique des bovins, les quatre Etats membres les plus productifs en lait, par ordre décroissant l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, réalisent ensemble une production de lait proche de celle des Etats-Unis (Perrot et al., 2018). Les importations de l'UE en produits laitiers sont très faibles (environ 1 % de la consommation intérieure) et ses exportations représentent 12 % de l'offre intérieure (Chatellier, 2016).

La Russie (31,2 milliards de litres de lait en 2017), l'Ukraine (10,5 milliards de litres), la Biélorussie (7,3 milliards de litres) et la Suisse (3,9 milliards de litres) sont les principaux pays hors UE concernés par la production laitière. En dépit de l'arrêt de ses achats de produits laitiers à l'UE depuis l'embargo de 2014 (Chatellier *et al.*, 2018), la Russie demeure un grand importateur de produits laitiers en se classant au troisième rang mondial derrière la Chine et les Etats-Unis.

2.4. La production laitière en Océanie

En Océanie, la production laitière atteint 30,2 milliards de litres en 2017, soit 3,7% de la production mondiale. La production de lait, qui a été multipliée par trois depuis 1961, dépasse largement les besoins intérieurs (290% de taux d'auto-approvisionnement), ces derniers étant naturellement limités par le faible nombre d'habitants de cette zone.

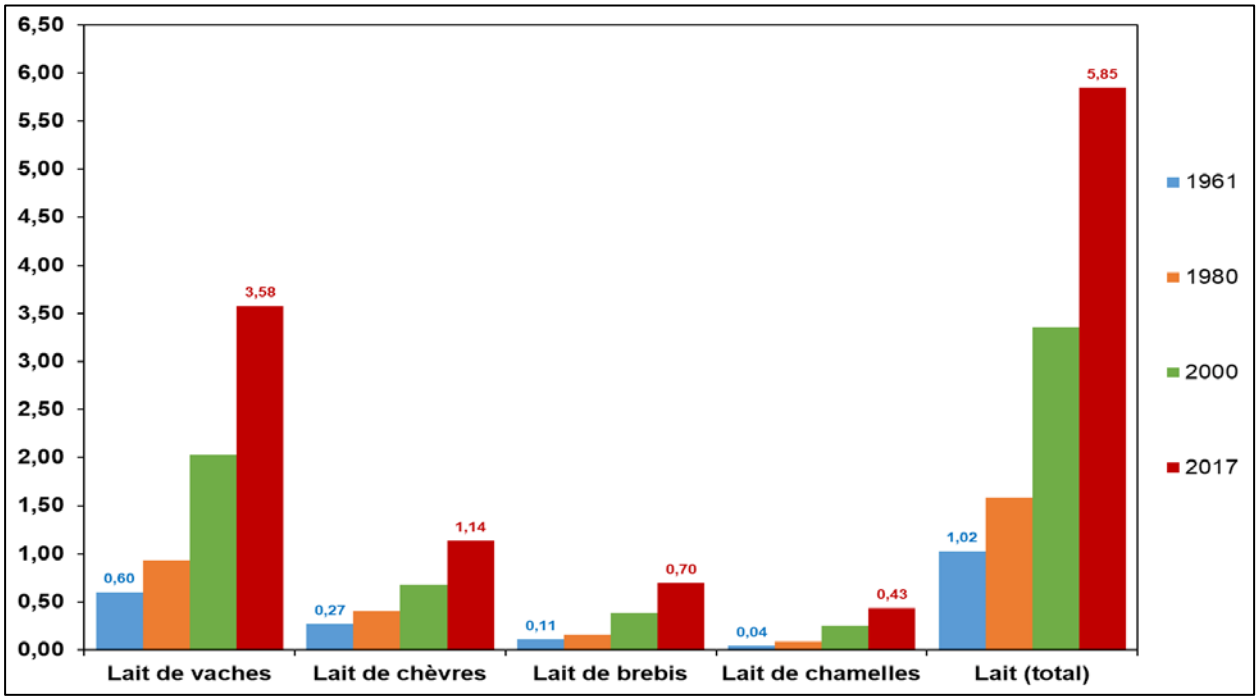
La production laitière de la Nouvelle-Zélande (21,3 milliards de litres en 2017, soit près du double de la situation qui prévalait en 2000) est destinée à plus de 95% aux marchés d'exportations (Institut de l'Elevage, 2018a). Neuvième producteur de lait au monde, ce pays est au premier rang des exportateurs, du moins en volume de lait. Grâce à une forte productivité du travail, à des systèmes techniques basés sur une valorisation de l'herbe, les exploitations néo-zélandaises sont parmi les plus performantes du monde en termes de coût unitaire de production de lait. En Australie, la production laitière atteint 8,8 milliards de litres en 2017, soit 1% de la production mondiale. Contrairement à la tendance positive observée dans les 25 premiers pays producteurs (Figure 6), et pour des raisons surtout climatiques, ce pays a enregistré une baisse de sa production de l'ordre de 20% depuis 2000.

2.5. La production laitière en Afrique et en Afrique de l'Ouest

En Afrique, l'estimation de la production laitière est plus difficile à réaliser que dans les pays industrialisés précités, ce pour au moins trois raisons : la diversité des espèces animales concernées par la production laitière est plus grande ; le lait est valorisé pour une part par le canal de l'autoconsommation et de ventes locales (la collecte du lait par les industries favorisant de son côté une meilleure connaissance des volumes produits) ; l'appareil statistique est moins structuré. Les statistiques de la FAO évaluent cependant la production laitière africaine à 47 milliards de litres en 2017, soit 5,6% de la production mondiale. Cette zone regroupe 16,6% de la population mondiale et consomme 6,7% du lait (calcul réalisé sur la base du taux d'auto-approvisionnement). Cette production provient à 75,3% de lait de vache, 9,6% de lait de chèvre, 5,5% de lait de chamelle, 5,2% de lait de brebis et 4,3% de lait de bufflonne. La production laitière africaine a augmenté de 36 milliards de litres entre 1961 et 2017, soit l'équivalent de 7% de la croissance mondiale. Le taux d'auto-approvisionnement de l'Afrique en produits laitiers s'est légèrement dégradé au cours de la période récente pour s'établir à 84% en 2017 (International Dairy Federation, 2018).

Parmi les 54 pays africains, le poids de l'élevage laitier dans l'économie agricole varie fortement. Dans certains pays, le lait est reconnu comme un élément important des populations pastorales. Au-delà de sa valeur économique *stricto sensu*, il a aussi une forte valeur sociale et culturelle. Le premier pays africain en termes de production laitière est le Kenya (4,8 milliards de litres en 2017), classé au trentième rang mondial (Rademaker *et al.*, 2016 ; Bingi et Tondel, 2015). Il devance l'Egypte (4,7 milliards de litres), le Soudan (4,4 milliards de litres), l'Ethiopie (3,4 milliards de litres ; Yilma et al., 2011), l'Afrique du sud (3,3 milliards de litres), l'Algérie (3,2 milliards de litres) et le Maroc (2,6 milliards de litres). Ces sept pays, qui cumulent 56% de la production laitière africaine, ne relèvent pas de l'Afrique de l'Ouest.

Figure 7. La production de lait en Afrique de l'Ouest en 1961, 1980, 2000 et 2017 selon les espèces animales (milliards de litres).



Source : FAO

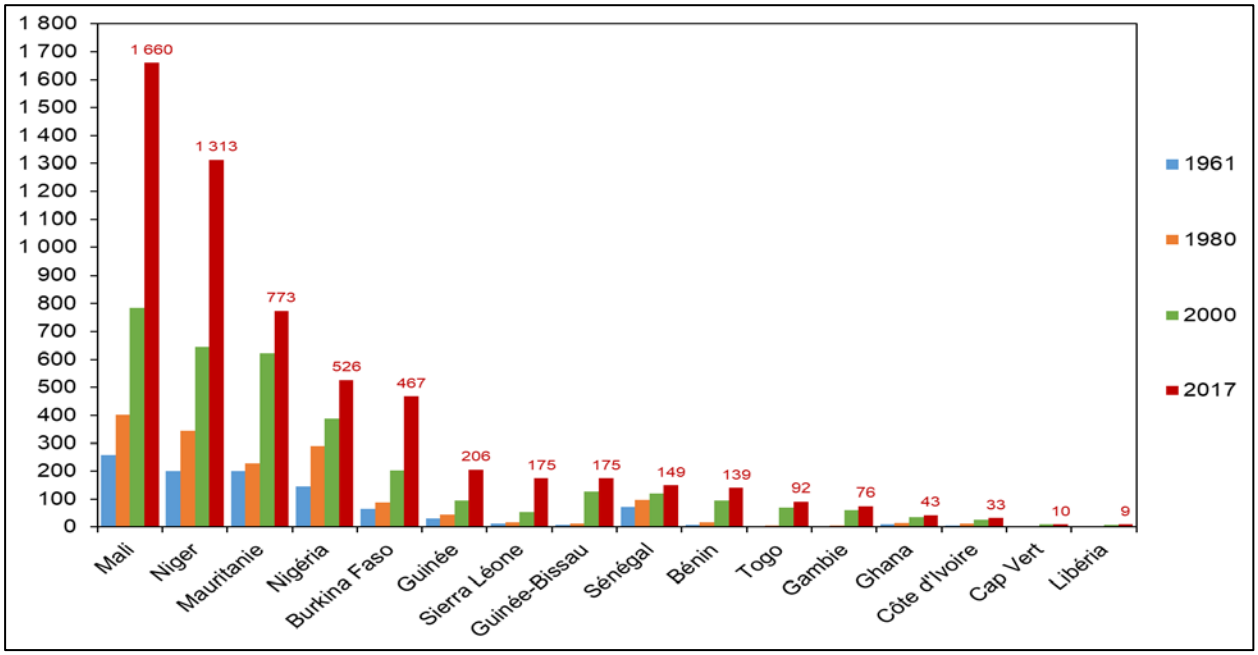
En Afrique de l'Ouest, plus spécifiquement, la production laitière s'élève à 5,8 milliards de litres en 2017, soit 12% du total africain. Cela représente 0,7% de l'offre mondiale pour 4,9% de la population mondiale. La croissance de la production (+4,8 milliards de litres entre 1961 et 2017) s'est faite assez régulièrement tout au long de la période étudiée (Figure 7). En 2017, le lait provient à 61% de vache, 19% de chèvre, 12% de brebis et 7% de chamelle.

Au sein de l'Afrique de l'Ouest, la production laitière connait une augmentation dans tous les pays membres, selon des intensités au demeurant très variables. Ce développement de la production est lié en grande partie à l'augmentation du nombre d'animaux élevés en zone agropastorale. Une très faible part de cette augmentation est liée à l'augmentation de la productivité du troupeau, qui est restée sensiblement la même depuis 50 ans, avec moins de 2000 litres/animal en moyenne (selon Faostat). Cet essor de la production s'inscrit aussi dans un cadre politique marqué, depuis la fin des années quatre-vingt, par un processus de libéralisation qui a entraîné la privatisation des anciennes laiteries d'Etat et une ouverture accentuée du marché aux importations ; cette ouverture ayant été favorisée par les mesures politiques prises par l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest africaine), puis par la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) au travers de l'évolution de son tarif extérieur commun.

Le développement de la production laitière en Afrique de l'Ouest se heurte à de nombreuses difficultés, territoriale (éloignement géographique entre les zones de production et celles de consommation, diversité des zones agro-écologiques), économique (faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs, manque d'investissement dans les filières) et commerciale (niveau des droits de douane pour protéger le marché intérieur des importations). Il est également fortement contraint par la fertilité des sols, le potentiel génétique des animaux, les rendements en productions fourragères et la pluviométrie. Non seulement cette dernière est faible, surtout dans les pays sahéliens, mais sa saisonnalité a deux implications essentielles : elle justifie la mise en œuvre d'élevages mobiles sur le territoire ; elle conduit à une saisonnalité de l'offre qui ne favorise pas un approvisionnement régulier des consommateurs. Les trois premiers pays producteurs de lait de la zone, à savoir le Mali (28% des volumes régionaux), le Niger (23%) et la Mauritanie (13%), sont tous localisés au nord, soit dans des zones arides. Ces trois pays assurent 64% de la production laitière de l'Afrique de l'Ouest en 2017 et sont à l'origine d'une proportion équivalente de la croissance de la production laitière observée entre 1961 et 2017. A l'autre extrême, les dix pays les moins productifs (Figure 8) concentrent 15% de la production laitière de la zone et ont contribué pour 16% à la hausse de la production depuis 1961. Si le Nigéria est classé au quatrième rang des pays producteurs de l'Afrique de l'Ouest, les disponibilités en lait rapportées à l'habitant sont parmi les plus faibles du monde (environ 3 litres, soit trente fois moins que la moyenne mondiale ou 1 400 fois moins qu'en Nouvelle-Zélande).

Même si la contribution de l'Afrique de l'Ouest à la production laitière mondiale est modeste, les activités d'élevage pastoral et agro-pastoral contribuent pour une part non négligeable à la richesse (parfois jusqu'à 15% du produit intérieur brut) de certains pays tels que le Mali, le Niger, la Mauritanie ou le Burkina-Faso. Le poids de ces activités est, en revanche, plus limité (souvent moins de 5%) dans les pays côtiers, soit de l'Ouest à l'Est, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigéria. Le développement de la production laitière, qui relève d'une diversité d'acteurs (Corniaux *et al.*, 2012), n'est pas uniquement le fait de zones rurales reculées ; un essor de la collecte est également constaté à proximité (parfois même immédiate) des villes, grâce à la mise en place de fermes semi-intensives où les animaux, souvent de races croisées, sont élevés en (sorte de) « stabulation ».

Figure 8. La production de lait (toutes espèces) dans les pays de l'Afrique de l'Ouest : évolution entre 1961 et 2017 (millions de litres).



Source : FAO

Une réflexion prospective sur l'avenir de la filière laitière en Afrique de l'Ouest implique de s'interroger sur l'efficacité des réseaux de collecte et de distribution, ce d'autant que le lait est un produit périssable qui exige un respect de la chaine du froid et que les infrastructures existantes ne sont pas toujours optimales partout. La collecte du lait par des unités de transformation, souvent des « minilaiteries » (Corniaux, 2015), représente encore une part limitée de la production ; elle estimée à moins de 10% des volumes dans les pays du Sahel (Duteurtre, 2007). Le mode d'utilisation du lait par les éleveurs revêt ici des formes variées, contrairement à ce qui est observé dans les pays développés où le lait est essentiellement une marchandise (vente de la collecte par des éleveurs à des industriels qui transforme le lait en une multitude de produits finis). En Afrique de l'Ouest, le lait produit est souvent valorisé directement par les ménages pour se nourrir (sous la forme de boissons, de plats préparés ou de diverses recettes locales) ou pour nourrir les animaux présents sur le site même où le lait a été recueilli (veaux, chevreaux, agneaux, etc.). La commercialisation (souvent saisonnière) de lait cru ou de produits transformés par les ménages agricoles, le plus souvent par des femmes, se fait soit directement sur des marchés de proximité, soit via des structures intermédiaires en connexion avec les marchés urbains.

Une réflexion prospective sur le devenir du lait en Afrique de l'Ouest suggère aussi de s'interroger sur les meilleures stratégies à adopter en termes d'alimentation des cheptels (Corniaux et Duteurtre, 2018). Si la valorisation des seules ressources fourragères locales est possible dans certains endroits du territoire, le recours à une intensification renforcée des systèmes de production est parfois pratiqué, au demeurant de façon moins fréquente que dans d'autres pays de l'Afrique de l'Est et du Nord (Saïri, 2011). Cette stratégie suppose souvent d'améliorer la qualité génétique des animaux utilisés, de sédentariser les animaux laitiers (Coulibaly *et al.*, 2007) et de recourir à des achats d'aliments. Toutes ces évolutions ne sont pas neutres en termes d'organisation sociale pour les familles impliquées. Elles entraînent, en outre, une augmentation des coûts de production du lait et une plus forte dépendance à la volatilité du prix des intrants. Au niveau local, les approvisionnements en

aliments pour le secteur laitier ne sont pas toujours simples à réaliser (Corniaux et Duteurtre, 2018-a) : les productions céréalières sont d'abord destinées à l'alimentation humaine ; une concurrence existe entre productions agricoles pour l'utilisation du foncier (surtout quand il est irrigué) et pour la valorisation des sous-produits agro-industriels. Par ailleurs, si certains sous-produits sont présents dans tous les pays (exemple : le son de blé issu des meuneries), les disponibilités sont moins généralisées pour d'autres produits (exemple : les tourteaux d'arachide au Sénégal et au Bénin, les tourteaux de coton au Mali et au Burkina-Faso, la mélasse de canne à sucre en Côte d'Ivoire), ce qui inviterait à une meilleure organisation des flux entre pays. Ainsi, en l'absence d'un développement suffisant de l'offre de lait en interne, les importations de poudres de lait jouent, et depuis de nombreuses années déjà, un rôle important dans l'équilibre entre l'offre et la demande.

3. Le commerce de produits laitiers

Cette troisième et dernière partie, qui est consacrée aux échanges internationaux de produits laitiers, distingue quatre sections : la première apporte quelques éléments méthodologiques essentiels à une bonne interprétation des résultats présentés par la suite ; la seconde aborde, de façon synthétique, l'évolution du commerce international des produits laitiers depuis 2000, en s'intéressant notamment à la place de l'Afrique et aux types de produits échangés ; La troisième est centrée sur la dynamique des importations en produits laitiers des pays de l'Afrique de l'Ouest ; la quatrième porte sur les importations de l'Afrique de l'Ouest en mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre.

3.1. Des éléments méthodologiques essentiels sur les données de commerce

Il convient au préalable de fournir quelques éléments méthodologiques utiles à une bonne compréhension des données statistiques présentées. Il existe en effet différentes bases de données mobilisables pour traiter de la question des échanges, ce qui peut parfois conduire à des écarts de résultats entre deux études produites en parallèle sur un même thème, mais sur la base de statistiques distinctes. Outre la question des sources utilisées et des périodes couvertes (des réactualisations des bases de données sont parfois opérées au fil du temps), ces écarts peuvent également provenir de la manière dont les auteurs opèrent les regroupements de produits ou définissent les agrégats de produits ainsi obtenus.

Concernant les sources statistiques, ces travaux s'appuient, du moins à l'échelle mondiale, sur la base de données dite « BACI » produite par le CEPII (Centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale). BACI est construite à partir des données primaires de la base de données COMTRADE issue de la division statistique des nations Unies. BACI résulte d'une procédure originale et rigoureuse qui permet de concilier les déclarations de l'exportateur et de l'importateur. Dans BACI, et contrairement à COMTRADE, les exportations (en volume et en valeur) d'un pays A vers un pays B sont donc identiques aux importations du pays B en provenance du pays A. Outre la cohérence que cela confère, cette procédure d'harmonisation permet d'étendre considérablement le nombre de pays pour lesquels des données commerciales sont disponibles. Pour certaines analyses ne concernant que les Etats membres de l'UE, il a parfois été préféré d'utiliser la base de données dite « COMEXT » développée par les services d'Eurostat. Cette dernière présente deux avantages : elle permet d'accéder à des données statistiques plus récentes, en l'occurrence ici la période 2000 à 2018 ; elle permet de descendre un peu plus finement dans la nomenclature internationale de produits développée par l'Organisation mondiale des douanes pour classer les produits échangés.

Tous les produits identifiés dans les travaux ci-après sont définis de façon précise au travers du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, plus généralement nommé « système harmonisé » et désigné par l'acronyme « SH ». Les produits agricoles relèvent pour l'essentiel des 24 premiers chapitres de la nomenclature internationale qui en comporte 99. A l'échelle internationale (BACI), l'harmonisation est réalisée selon une nomenclature à 6 chiffres. A l'échelle de l'UE, une subdivision du code en 6 chiffres est possible pour obtenir une déclinaison plus précise en 8 chiffres ; il s'agit alors de la nomenclature combinée (NC) qui est utilisée pour définir le code des différents produits dans le cadre du tarif intégré des communautés européennes.

Partant de la nomenclature SH6, des regroupements de codes sont réalisés de façon à obtenir un agrégat dit « produits laitiers ». Celui-ci est constitué ici du regroupement des 15 postes suivants : les laits liquides (SH6 = 040110 + 040120) ; les laits aromatisés (220290) ; les yaourts (040310) ; les laits concentrés (040291+040299) ; la poudre de lait écrémé (040210) ; la poudre de lait entier (040221+040229) ; le lait infantile (190110) ; la crème (040130) ; le beurre (040500) ; les fromages (040610 + 040620 + 040630 + 040640 + 040690) ; la poudre de lactosérum (040410) ; le lactose (170210) ; les caséines (350110 + 350190) ; les composants naturels du lait (040390) ; les mélanges de lait écrémé et de graisse végétale en poudre (190190). Compte tenu du ciblage de ces travaux sur l'Afrique de l'Ouest et de récents travaux d'experts portant sur les mélanges de lait écrémé et de graisse végétale (Duteurtre et Corniaux, 2018-a), il s'est avéré nécessaire ici de les prendre en considération dans l'agrégat « produits laitiers ». Pourtant, seules les produits dont les nomenclatures commence par « 04 » sont inclus dans les produits laitiers au sens strict. Ne sont pas pris en compte en revanche dans l'agrégat « produits laitiers », les autres produits à base de lait tels que les glaces, les produits d'allaitement pour animaux et certaines préparations alimentaires à base de lait.

Les échanges mondiaux de produits laitiers sont calculés en cumulant le commerce de tous les pays du monde avec tous les pays du monde, à l'exception notoire des échanges entre les 28 Etats membres de l'UE. L'UE est en effet considérée ici comme une seule et même entité. Il n'en va pas de même ailleurs. Ainsi, par exemple, les échanges des Etats-Unis avec le Canada sont pris en considération dans le commerce mondial, même si ces deux pays sont regroupés au sein de l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA). De même, au sein de l'Afrique de l'Ouest, les échanges du Mali avec le Nigéria sont également considérés comme partie prenante du commerce international. Les échanges sont exprimés en valeur (Euros en monnaie courante sur la période étudiée) et en volume (quantité physique de chaque produit). Il est parfois fait référence à une estimation des échanges en « Equivalent lait ». Il s'agit dans ce cas d'une estimation qui implique d'affecter à chaque type de produit échangé une quantité de lait mobilisé en amont pour fabriquer le produit considéré. Il ne sera pas fait référence aux équivalents laits dans les travaux ciblés sur l'Afrique de l'Ouest dans la mesure où l'un des produits les plus importés (les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre) ne bénéficie pas, du moins dans les données mises à disposition, d'un coefficient en équivalent lait qui fasse pleinement consensus.

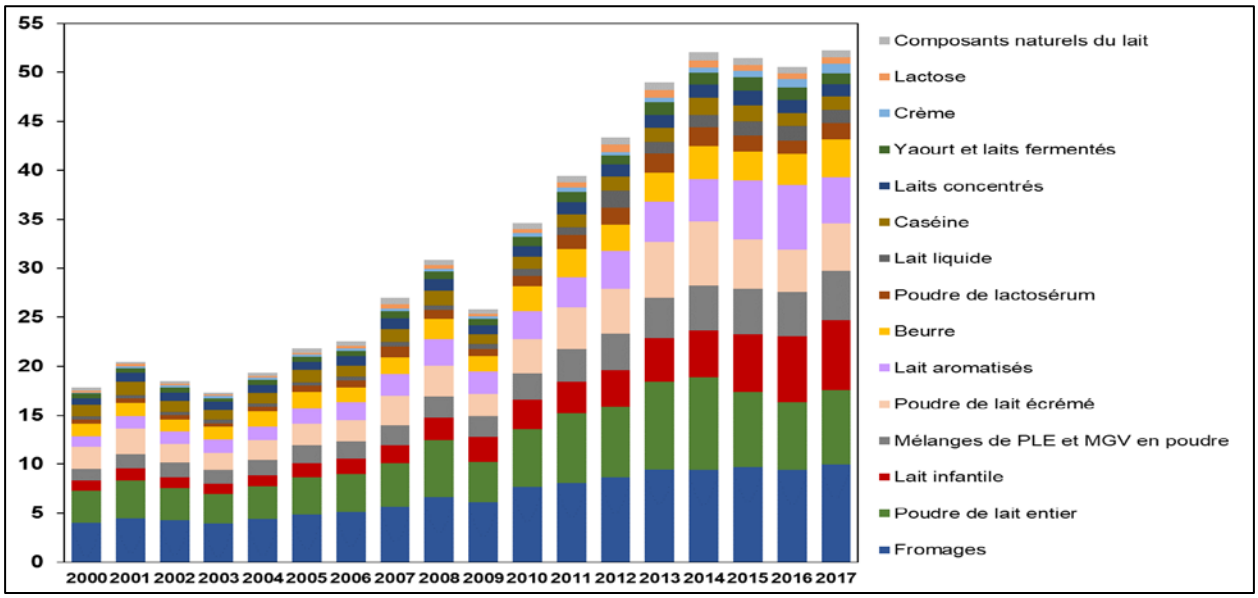
3.2. Les principaux acteurs, les types de produits échangés et la place de l'Afrique

Les flux internationaux de produits laitiers, hors échanges entre les Etats membres de l'UE, sont estimés à 70 milliards de litres en équivalent lait en 2017, soit approximativement le double de la situation qui prévalait en 2000. Cela représente environ 8% de la production laitière mondiale en 2017, soit un taux plutôt faible comparativement à d'autres produits

agricoles, plus internationalisés, tels que le soja (43%), le sucre (33%) ou le blé (24%). La relative faiblesse des échanges internationaux de produits laitiers au prorata de la production tient à deux raisons principales : les produits laitiers frais sont périssables et pondéreux, ce qui rend le stockage délicat et le transport coûteux ; dans de nombreux pays, la consommation de lait s'est historiquement ajustée à l'offre intérieure. Ce taux moyen pour les produits laitiers (8%) masque cependant des écarts importants selon les types de produits : il atteint 55% dans le cas de la poudre de lait écrémé, 42% pour la poudre de lait entier, 11% pour les fromages, 8% pour le beurre et moins de 5% pour les produits frais.

Le commerce mondial de produits laitiers est passé, en monnaie courante, de 17,8 milliards d'euros en 2000 à 52,2 milliards en 2017 (Figure 9). Les produits laitiers représentent ainsi près de 9% du commerce international de produits agroalimentaires. Après une progression assez lente des échanges entre 2000 et 2009 (+8 milliards d'euros), une forte accélération de ceux-ci a été observée entre 2009 et 2014 (+26 milliards d'euros) grâce surtout à l'augmentation des importations des pays asiatiques et à l'amélioration des cours internationaux des produits laitiers (après la crise de 2009 qui a durement affecté la rentabilité du secteur). Entre 2014 et 2017, le repli des prix internationaux a entrainé une certaine stabilité du commerce mondial exprimé en valeur.

Figure 9. Le commerce mondial (hors commerce intra-UE) de produits laitiers entre 2000 et 2017 (milliards d'euros courants par an).



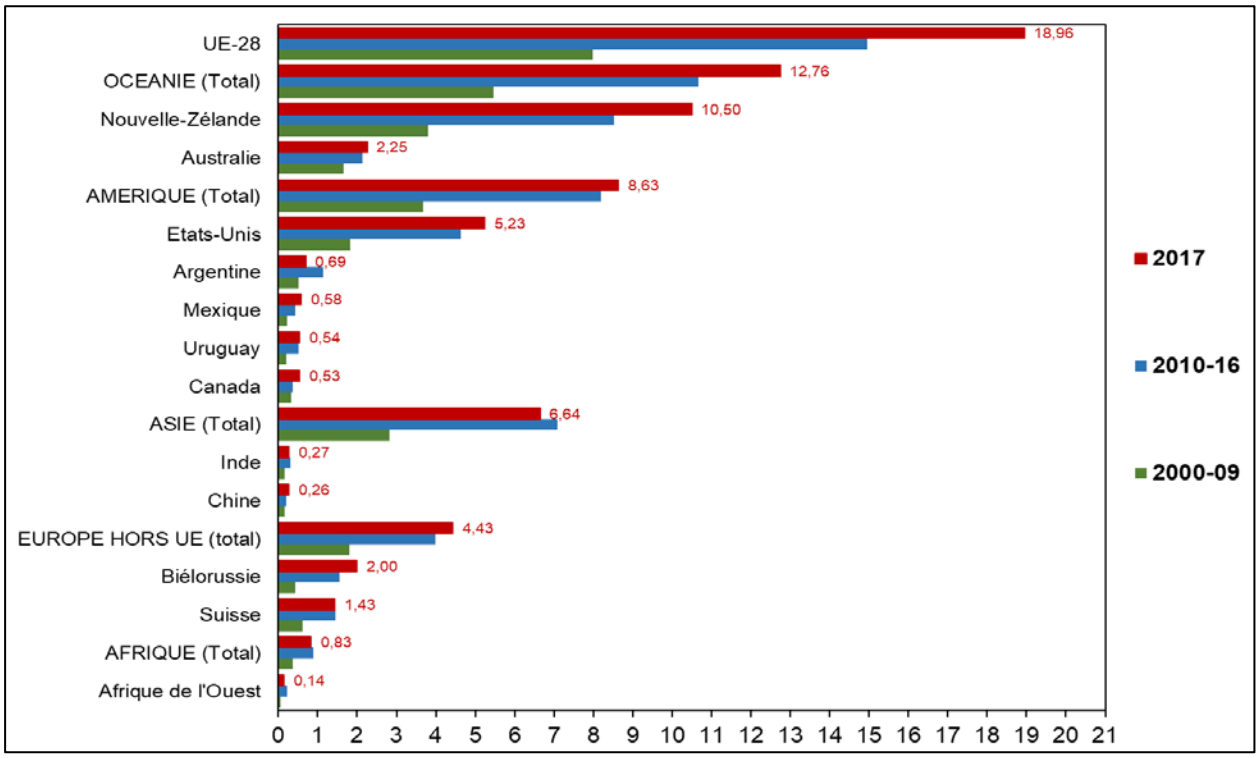
Source : BACI (commerce intra-UE exclu) / Traitement INRA SMART-LERECO

Le commerce mondial des produits laitiers est structuré autour de différents produits, dont les principaux sont, en valeur, les fromages (19% du total des produits laitiers), la poudre de lait entier ou poudre grasse (15%), le lait infantile (14%), les mélanges de lait écrémé et de matière grasse en poudre (10%), la poudre de lait écrémé ou poudre maigre (9%), les laits aromatisés (9%) et le beurre (7%). Tous les autres produits laitiers identifiés dans la nomenclature retenue représentent, ensemble, 17% du total. La part relative de chacun de ces produits dans le commerce mondial a évolué au fil du temps, avec notamment une progression sensible pour le lait infantile (qui représentait 6% du commerce en 2000) et, plus modestement pour les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (7% en 2000). Un calcul similaire réalisé en équivalent lait et non pas en valeur entraînerait des résultats différents.

Le commerce mondial des produits laitiers est historiquement dominé à l'export par quelques pays issus de l'Océanie (surtout la Nouvelle-Zélande), de l'UE-28 (avec notamment dans un ordre décroissant les Pays-Bas, la France, l'Allemagne, l'Irlande et le Danemark) et de l'Amérique du Nord (surtout les Etats-Unis). Dans ces pays, où le niveau individuel de consommation de produits laitiers est élevé et où les besoins domestiques sont couverts par l'offre intérieure, le développement de la production laitière (quand il a lieu) trouve sa justification dans un essor des exportations.

L'UE-28 occupe la première position des exportateurs de produits laitiers à l'échelle internationale, avec 36% des exportations mondiales en 2017 (exprimées en valeur). Cette part relative est plus faible en prenant pour référence les équivalents laits (28%) dans la mesure où la structure de ses exportations (types de produits commercialisés et prix à la tonne) est différente de celle d'autres pays exportateurs, dont notamment la Nouvelle-Zélande (20% du commerce international en valeur et 31% en équivalent lait). Les Etats-Unis occupent la troisième position des exportateurs de produits laitiers avec 10% des flux en valeur et 9% en équivalent lait. Les trois zones/pays précités, qui assurent les deux tiers du commerce mondial des produits laitiers en 2017 (en valeur), ont enregistré une forte hausse de leurs exportations au cours de la période étudiée (Figure 10).

Figure 10. Les exportations de produits laitiers entre 2000 et 2017 selon les continents et les pays (milliards d'euros courants par an).

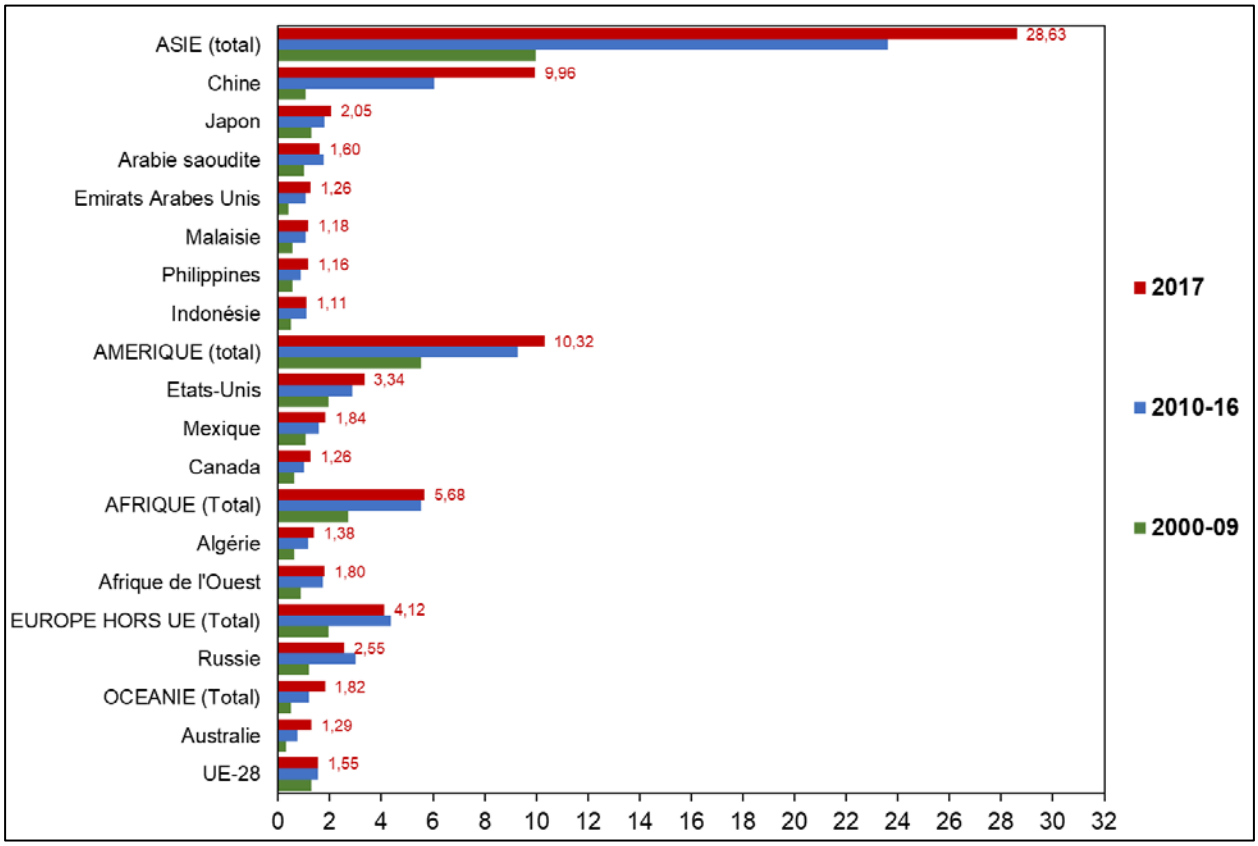


Source : BACI (commerce intra-UE exclu) / Traitement INRA SMART-LERECO

En 2017, l'UE occupe une place centrale dans le commerce mondial du lait infantile (60%, en valeur), de la crème (44%), des fromages (40%) et des mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (37%). Les exportations de l'UE en produits laitiers sont destinées principalement à l'Asie (58% de la valeur en 2017), à l'Afrique (17%) et à l'Amérique du Nord (9%). En termes de pays, les principaux clients de l'UE sont la Chine (24%), les Etats-Unis (7%), l'Arabie Saoudite (5%), l'Algérie (4%), la Suisse (3%), le Japon (3%), les Emirats

Arabes Unis (3%), la Corée du Sud (2%) et le Nigéria (2%). Les pays de l'Afrique de l'Ouest comptent, quant à eux, pour 6%. De son côté, la Nouvelle-Zélande joue un rôle clé dans le commerce mondial du beurre (53%), de la poudre de lait entier (50%) et des caséines (43%). En raison aussi d'une certaine proximité géographique, l'Asie capte 69% des exportations néo-zélandaises (la Chine représentant à elle seule 30%). L'Afrique arrive en seconde position avec 9% (l'Algérie représentant à elle seule 4% contre 1,8% pour l'Afrique de l'Ouest), devant l'Amérique du Nord (5%) et l'Amérique du sud (2%). Les Etats-Unis se distinguent, quant à eux, davantage au niveau du lactose (48%), du lactosérum (31%) et, dans une moindre mesure, de la poudre de lait écrémé (23%). Les premiers pays clients des Etats-Unis sont situés à proximité géographique et s'inscrivent dans le cadre de l'ALENA, à savoir le Mexique (23%) et le Canada (18%). Les pays asiatiques comptent pour 38% des exportations américaines contre un peu moins de 2% pour ceux du continent africain.

Figure 11. Les importations de produits laitiers entre 2000 et 2017 selon les continents et les pays (milliards d'euros courants par an).



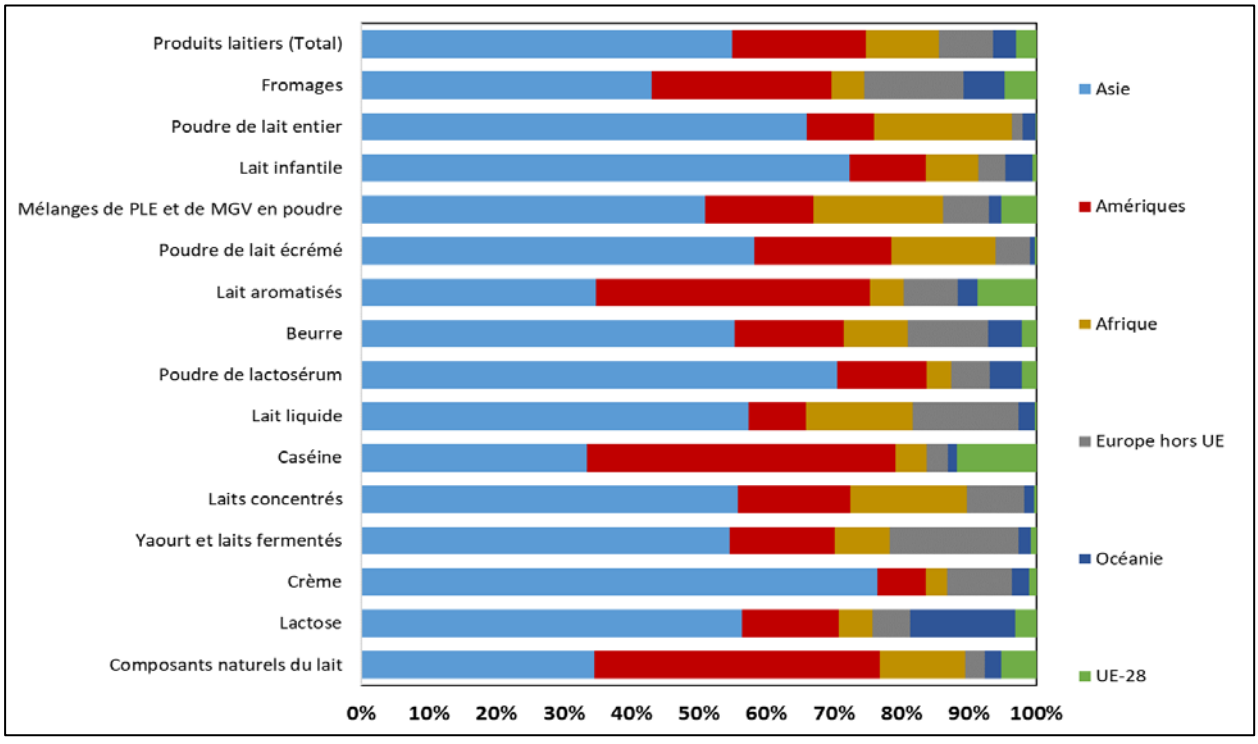
Source : BACI (commerce intra-UE exclu) / Traitement INRA SMART-LERECO

Outre ces trois principaux exportateurs de produits laitiers, les pays qui arrivent ensuite dans le classement mondial sont l'Australie (4,3% du total mondial en valeur), la Biélorussie (3,8%) et la Suisse (2,7%). Les pays asiatiques contribuent, ensemble, pour 13% aux exportations mondiales de produits laitiers. Les trois quarts de ces exportations correspondent cependant à des exportations entre pays asiatiques, au bénéfice souvent de la Chine et du Japon. Les pays du continent africain ne comptent que pour 1,6% dans le commerce mondial de produits laitiers. La somme des exportations des 54 pays africains s'élève à seulement 826 millions d'euros, dont les deux tiers correspondent à des flux internes au continent ; les exportations résiduelles sont destinées surtout à l'Arabie Saoudite, au Liban et à la Jordanie.

En 2017, les pays asiatiques occupent une place majeure dans les importations mondiales de produits laitiers : 55% en valeur et 52% en équivalent lait (Figure 11). Les échanges entre pays asiatiques comptent pour 17% de ces importations (en valeur), les premiers fournisseurs des pays asiatiques étant l'UE (39%), la Nouvelle-Zélande (25%) et les Etats-Unis (7%). En raison surtout du développement récent et conséquent des importations chinoises, le poids de l'Asie dans les importations mondiales de produits laitiers a progressé au cours de la période étudiée (il était de 45% en moyenne en valeur sur la période 2000 à 2009). La Chine est de loin le premier importateur mondial de produits laitiers (19% en 2017). Les pays asiatiques qui arrivent ensuite sont le Japon (3,9%), l'Arabie Saoudite (3,1%), les Emirats Arabes Unis (2,4%), la Malaisie (2,3%), les Philippines (2,2%), l'Indonésie (2,1%), la Corée du Sud (1,8%) et le Vietnam (1,8%). Premier producteur de lait au monde, l'Inde est un acteur mineur du commerce international de produits laitiers, tant à l'import qu'à l'export. Les pays asiatiques ont une très forte présence sur les marchés de la crème (76% des importations mondiales), du lait infantile (72%), de la poudre de lactosérum (71%) et de la poudre de lait entier (66%).

Les pays du continent américain occupent le second rang mondial en termes d'importations de produits laitiers, avec 20% du total en 2017 (en valeur). La moitié de ces importations correspond à des échanges entre les pays du continent, les deux premiers fournisseurs extérieurs à la zone étant l'UE (27% des importations totales) et la Nouvelle-Zélande (10%). Ces importations sont le fait pour les deux tiers des Etats-Unis, du Mexique et du Canada, ces trois pays ayant d'importants flux croisés. Les importations de l'Amérique du sud sont globalement peu élevées (environ 2 milliards d'euros en 2017, soit cinq fois moins que la Chine). La structure des importations des pays du continent américain est différente de celle des pays asiatiques (Figure 12) ; elle laisse une plus large place aux importations de caséine (46% des échanges mondiaux), de laits aromatisés (41%) et de fromages (27%).

Figure 12. Le poids des continents dans les importations mondiales en valeur (hors commerce intra-UE) de différents types de produits laitiers en 2017



Source : BACI (commerce intra-UE exclu) / Traitement INRA SMART-LERECO

L'Afrique occupe le troisième rang des continents importateurs de produits laitiers, avec un montant d'importations de 5,7 milliards d'euros en 2017, soit 11% du total mondial (et 13% en équivalent lait). Les échanges entre pays africains représentent 9% de ces importations. L'UE est de loin le premier fournisseur de l'Afrique (56% des importations en valeur), devant la Nouvelle-Zélande (17%) et le continent américain (7%). Les Etats membres de l'UE contribuant le plus à ces flux sont la France (13% du total des importations de l'Afrique), les Pays-Bas (12%), l'Irlande (7%), l'Allemagne (5%) et la Pologne (4%). Au sein du continent africain, les principaux pays importateurs sont l'Algérie (24% du total des importations africaines en valeur), le Nigéria (12%), l'Egypte (9%), la Lybie (5%), le Maroc (5%), l'Afrique du Sud (4%) et le Sénégal (4%). L'Afrique contribue pour 20% aux importations mondiales de poudre de lait entier, 19% à celles de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre, 17% à celles de laits concentrés et 15% à celles de poudre de lait écrémé ; le poids de l'Afrique est en revanche, plus modeste pour le lait infantile (7%), les fromages (5%) et la crème (3%).

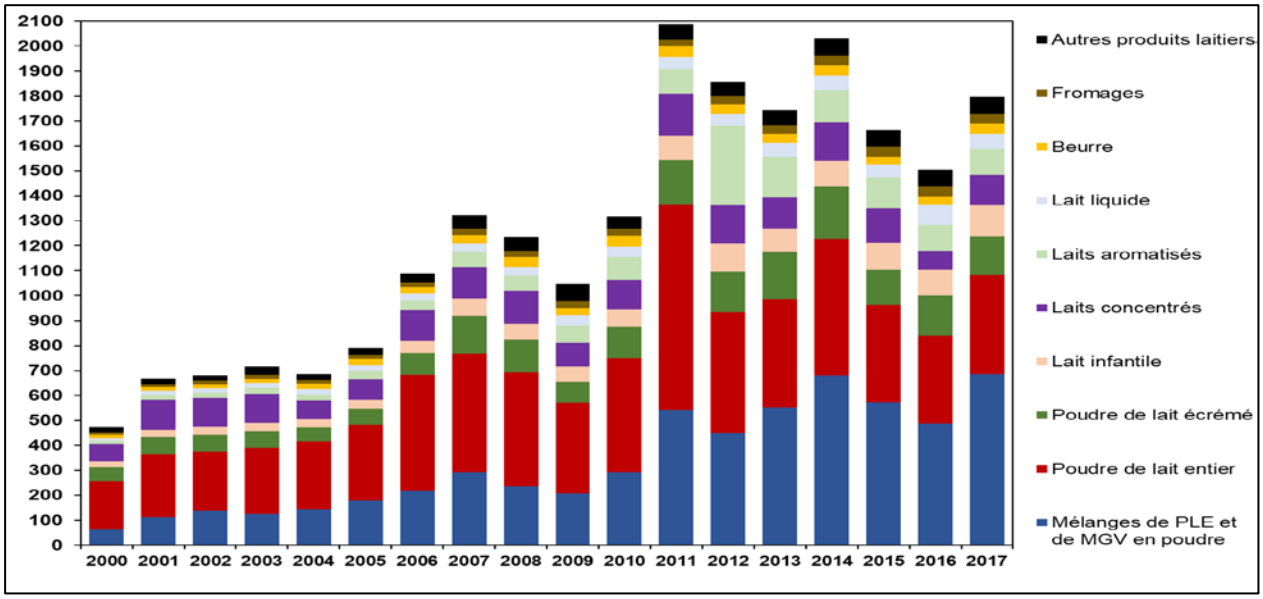
3.3. L'Afrique de l'Ouest et ses échanges de produits laitiers

D'après les données de BACI, les exportations des pays de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers sont marginales, surtout comparativement aux principales grandes zones exportatrices. Elles s'élèvent à 135 millions d'euros en 2017 (soit 0,2% des exportations mondiales) et correspondent essentiellement (92%) à des flux internes entre pays de la zone. Les deux premiers pays exportateurs de la zone sont le Sénégal (Seck et al., 2016) et le Ghana, mais il reste difficile d'identifier dans quelle mesure ces exportations correspondent à la vente de produits locaux ou à l'expédition dans des pays voisins de produits initialement importés. Les principaux produits concernés par ces exportations sont les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (35% des exportations de 2017), les laits concentrés (17%), les laits aromatisés (17%) et la poudre de lait entier (10%).

Les importations des pays de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers sont, comparativement aux exportations, nettement plus importantes. Elles s'élèvent à 1,8 milliard d'euros en 2017, soit 3,4% des importations mondiales. En monnaie courante, ce montant est trois fois supérieur à celui qui prévalait en moyenne annuelle pour la période 2000-2005 (Figure 13). Depuis un pic atteint en 2011 (un peu plus de 2 milliards d'euros), les importations ont légèrement baissé ; ces montants, exprimés en valeur, sont cependant influencés par le niveau des cours internationaux (fort recul des prix en 2009, puis augmentation sur la période 2010 à 2014, puis baisse en 2015 et 2016). En moyenne annuelle sur la période 2000 à 2017, les importations de l'Afrique de l'Ouest se sont élevées à environ 2,3 millions de tonnes en équivalent lait, ce volume correspondant à 40% de la production intérieure de lait. Cette estimation en équivalent lait est minorée dans la mesure où elle n'intègre pas ici les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre.

En 2017, les deux principaux produits importés (en valeur) en Afrique de l'Ouest sont les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (38% des importations en valeur ; cette part étant plus élevée en volume compte tenu du prix bas de ces produits) et la poudre de lait entier (22%). Les produits qui arrivent ensuite dans la hiérarchie sont la poudre de lait écrémé (8%), le lait infantile (7%), les laits concentrés (6%), le lait liquide (3%), le beurre (2%) et les fromages (2%). Les importations de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre ont fortement augmenté, tant en valeur qu'au prorata des produits importés.

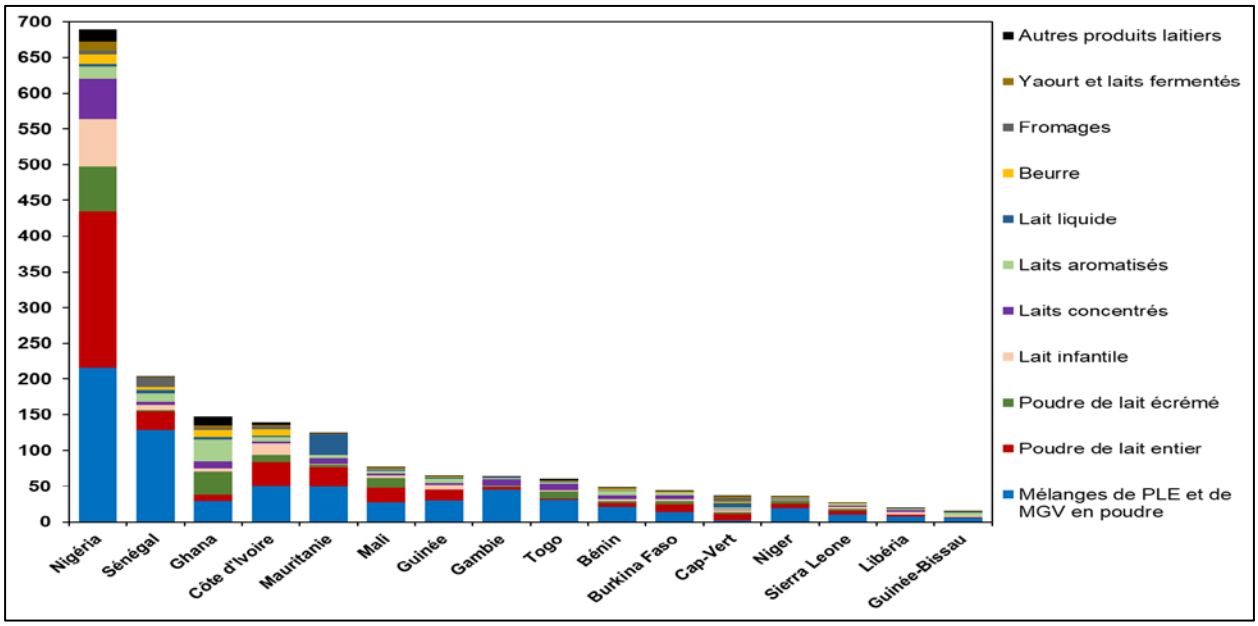
Figure 13. Les importations des pays de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers : évolution entre 2000 et 2017 selon les types de produits (millions d'euros courants).



Source : BACI / Traitement INRA SMART-LERECO

Parmi les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest, le Nigéria se distingue nettement en représentant, à lui seul, 38% des importations de la zone en 2017. Les importations de ce pays, de loin le plus peuplé de la zone, concernent pour près des deux tiers des mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre. En deuxième position avec des importations qui s'élèvent à 204 millions d'euros en 2017, le Sénégal importe surtout des mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (63% de ses importations en valeur). Les pays qui suivent sont le Ghana (147 millions d'euros), la Côte d'Ivoire (140 millions d'euros) et la Mauritanie (125 millions d'euros). Ces cinq premiers pays cumulent ensemble les trois quarts des importations de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers (Figure 14).

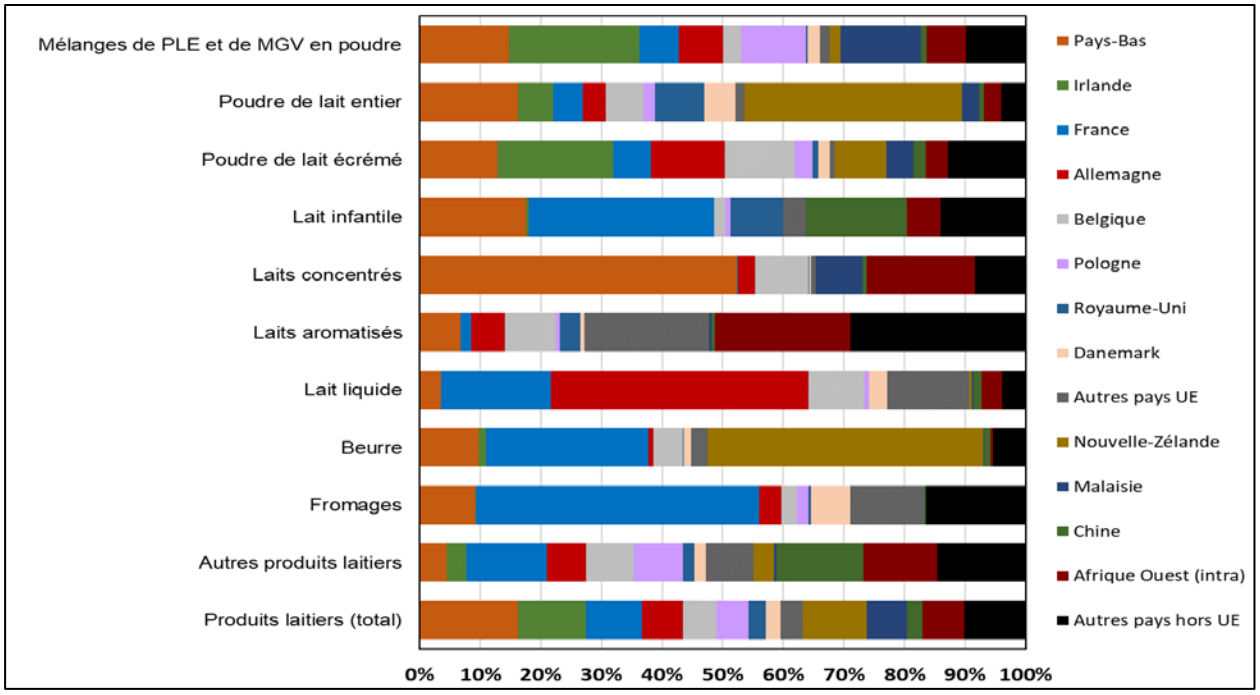
Figure 14. Les importations en produits laitiers (toutes espèces) des pays de l'Afrique de l'Ouest en 2017 (millions d'euros)



Source : BACI / Traitement INRA SMART-LERECO

Les importations des pays de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers résultent pour 7% du commerce intra-zone (flux entre pays de l'Afrique de l'Ouest) et pour 93% de fournisseurs externes. En 2017, l'UE est de loin le premier fournisseur des pays de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers, avec 63% du total des importations. Parmi les Etats membres de l'UE, les Pays-Bas occupent le premier rang (17% des importations de la zone en 2017), devant l'Irlande (12%), la France (10%), l'Allemagne (7%), la Belgique (6%) et la Pologne (6%). Très peu présente au début du millénaire, la Nouvelle-Zélande a développé ses exportations vers l'Afrique de l'Ouest (11% des importations de la zone en 2017), contrairement aux Etats-Unis pour lesquels les exportations demeurent toujours très faibles (0,7%).

Figure 15. Les fournisseurs de l'Afrique de l'Ouest en produits laitiers en 2017 (% des pays dans la valeur totale des importations de chaque produit).



Source : BACI / Traitement INRA SMART-LERECO

Si la provenance géographique des importations des pays de l'Afrique de l'Ouest varie selon les types de produits laitiers (Figure 15), le poids de l'UE est particulièrement élevé pour le lait liquide (91% des approvisionnements, avec une surreprésentation de l'Allemagne), les fromages (83%, avec une présence forte de la France), les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (68% avec l'Irlande comme premier fournisseur) et la poudre de lait écrémé (68%, avec là aussi l'Irlande en première position). Pour la poudre de lait entier et le beurre, le poids de l'UE est moins important (respectivement 54% et 47%), la Nouvelle-Zélande étant, pour ces deux produits, le premier fournisseur.

3.4. Le cas controversé des importations africaines de mélanges de lait écrémé et de graisse végétale en poudre

Parmi les produits importés en Afrique de l'Ouest, les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre font l'objet d'une attention toute particulière de la part des experts (Duteurtre et Corniaux, 2018-a ; Broutin *et al.*, 2018) ; elle suscite aussi de nombreuses critiques de la part de certaines organisations non gouvernementales, dont Oxfam ou SOS Faim Belgique (Choplin, 2016), qui considèrent que ces produits entrent en concurrence

déloyale avec la production laitière locale. Compte tenu d'un prix très compétitif et de droits de douane très faibles à l'entrée, les importations de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre augmentent rapidement (Figure 13) en Afrique de l'Ouest et représentent désormais une part importante des importations totales de produits laitiers (38% en valeur en 2017).

Au plan technique, les mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre, ont été mis au point par des industriels il y a déjà plusieurs décennies. Selon le *Codex Alimentarius* qui fait référence en matière de nomenclature des produits, il ne s'agit pas d'un produit laitier au sens strict du terme, mais plus exactement d'un mélange qui est un « succédané de produit laitier ». Est considéré comme tel, tout aliment que l'on peut substituer à un produit laitier et qui, par ses caractères extérieurs ou son mode d'emploi, est analogue à un produit laitier. La plupart du temps, les matières grasses végétales utilisées sont l'huile de palme, l'huile de coco, ou encore l'huile de coprah. Les fabricants de ce produit considèrent que le choix de la matière grasse utilisée est primordial, en ce sens qu'il s'agit de privilégier l'huile susceptible de reproduire le plus fidèlement les caractéristiques de la matière grasse d'origine laitière qu'elle doit remplacer. De même ils soulignent que les protéines utilisées pour cette fabrication doivent être d'excellente qualité, se dissoudre facilement et être stable afin de ne pas apporter de saveurs désagréables au produit fini. Le taux de protéines varie en fonction de l'application désirée. Des vitamines, des minéraux, des émulsifiants (type lécithine) ou encore des agents stabilisateurs sont généralement ajoutés au produit. La poudre est atomisée (séchage spray) ce qui permet de reconstituer facilement le produit et le stockage du produit est possible pendant plusieurs mois.

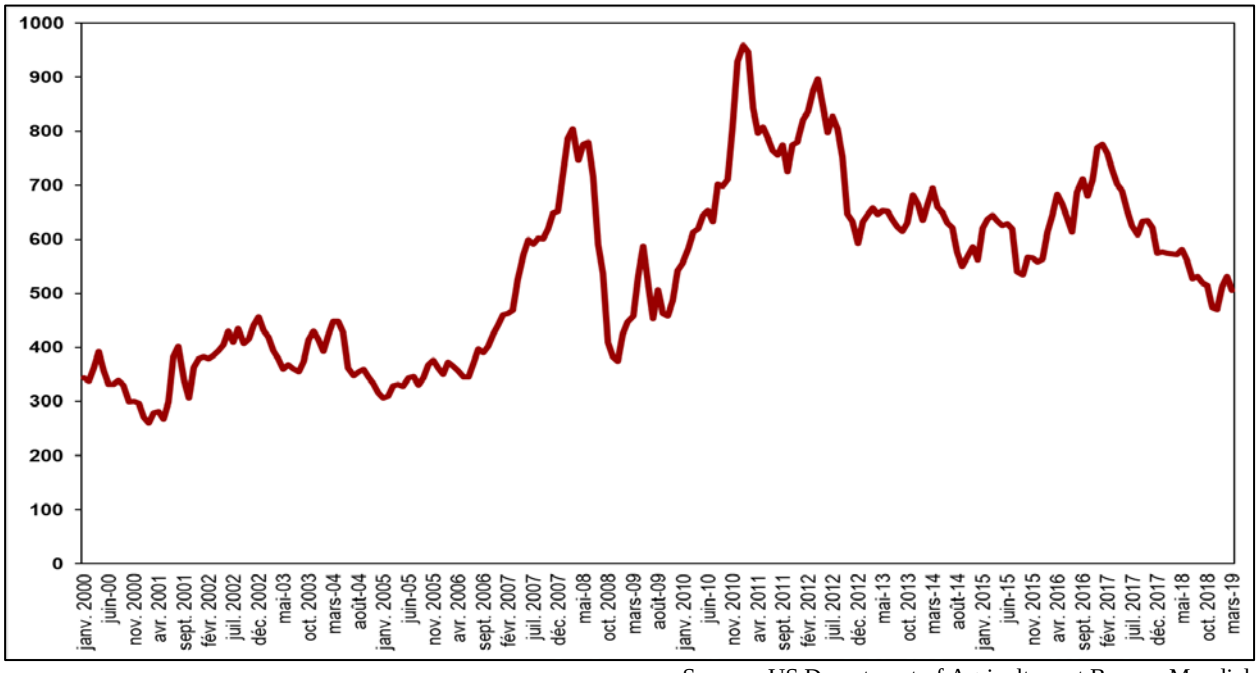
L'utilisation d'huile de palme pour fabriquer des produits dits « laitiers » suscite de nombreux débats ayant trait notamment à la santé humaine, à l'environnement et au modèle économique sous-jacent.

Au niveau des consommateurs, l'huile de palme occupe une place de plus en plus importante dans l'alimentation des Européens, ce d'autant qu'elle est utilisée dans de nombreux produits transformés tels que les pâtes à tartiner chocolatées, les crackers, les chips, les biscuits, etc. Au niveau industriel, l'huile de palme (composée à 43% d'acide palmitique, 36% d'acide oléique et 9% d'acide linoléique) dispose de propriétés physico-chimiques intéressantes dans la mesure où elle est très stable à l'oxydation, très stable au chauffage, possède un point de fusion élevé, autant de propriétés qui la rendent adaptée à de nombreux usages. En outre, il est possible, moyennant un recours au fractionnement, d'en extraire certaines parties bien spécifiques pour les mélanger ensuite à d'autres corps gras. Si l'huile de palme présente des atouts industriels avérés, la richesse de cette huile en acides gras saturés, conduit néanmoins le corps médical à recommander de ne pas la consommer en excès dans la mesure où elle est susceptible d'augmenter le « mauvais » Cholestérol (LDL pour « *Low Density Lipoprotein* »), lequel constitue un risque cardiovasculaire (Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé, 2012). Ce risque est particulièrement vrai en Europe et en Amérique du nord car il s'inscrit dans un contexte d'excès des apports en lipides et surtout en acides gras saturés. La situation est différente dans les pays d'Afrique, où l'huile de palme, aussi consommée brute, est la principale source de corps gras dans le régime ; elle joue alors un rôle de premier plan dans les apports lipidiques, énergétiques et vitaminiques des adultes et surtout des enfants (Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé, 2012) Lorsque cette huile est mélangée à de la poudre de lait, une modification de la composition en acides gras des « produits laitiers finis » est opérée. A ce stade, il n'existe pas, du moins semble-t-il, d'études scientifiques permettant de statuer sur les implications pour la santé

humaine, dont celle des africains, de la consommation des mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre. D'après plusieurs experts, les consommateurs africains de ces mélanges n'ont pas toujours une connaissance bien précise des « produits laitiers » qu'ils consomment. Non seulement l'étiquetage des « produits laitiers » est parfois défaillant ou insuffisant, mais les publicités et les différents réseaux de distribution entretiennent certaines ambiguïtés quant à l'origine des composants utilisés dans les produits commercialisés.

Au niveau écologique et environnemental, l'utilisation massive de l'huile de palme dans la fabrication de produits alimentaires, suscite des critiques, d'autant que ces huiles sont soumises à des échanges internationaux particulièrement soutenus. Cette huile est en effet obtenue à partir de palmiers à huile dont la culture (élaeiculture) se déploie en zone tropicale humide, essentiellement en Malaisie et en Indonésie ; ces deux pays cumulant 85% de la production mondiale (63 millions de tonnes en 2017, soit 39% de la production totale d'huiles végétales). Cette filière mobilise 19 millions d'hectares à l'échelle mondiale en 2017, soit le double de ce qui prévalait en 2000 (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologique, 2018). D'après un récent rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature (Meijaard *et al.*, 2018), la contribution du développement des cultures de palmiers à huile à la déforestation dépend de la définition donnée au terme « forêt » et de la portée géographique et temporelle de l'analyse. D'après une étude couvrant la période 2000 à 2013, il est estimé que 0,2% de la perte mondiale de « paysage forestier intact » a été converti en plantations de palmiers à huile. La déforestation provoquée par le palmier à huile est de facto plus élevée dans les principaux pays producteurs. En Malaisie, par exemple, le développement du palmier à huile a représenté 47% de la déforestation observée de 1972 à 2015. En Indonésie, premier producteur mondial d'huile de palme, environ 16% de la perte de forêts est directement liée à cette denrée, au cours de la même période. La tendance est identique à Bornéo. Ces évolutions ont également des implications en termes de biodiversité animale car elles affectent certaines espèces (dont les orangs-outans, les gibbons, les tigres, etc.).

Figure 16. Le prix international de l'huile de palme entre 2000 et 2019 (euros/tonne)

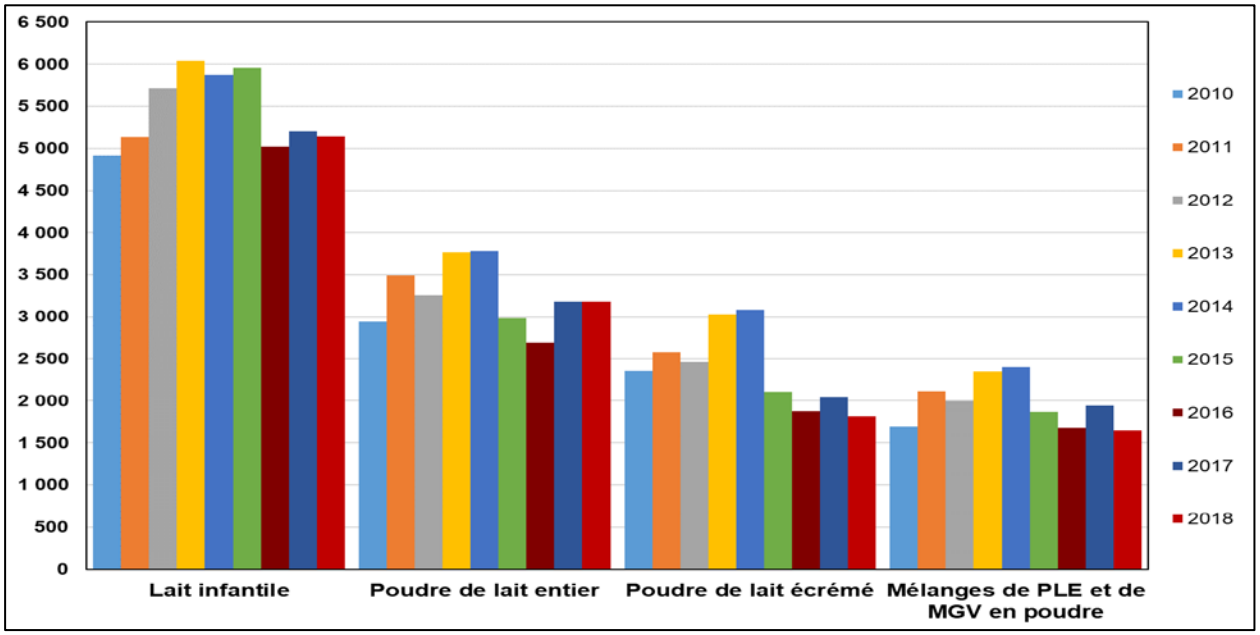


Source : US Department of Agriculture et Banque Mondiale

Au plan économique, l'utilisation de l'huile végétale en substitution des graisses animales (beurre, saindoux, etc.) pour la fabrication de produits dits « laitiers » présente un avantage en ce sens que le produit de substitution est nettement moins coûteux. Le prix international de l'huile de palme s'élève en effet à 505 euros par tonne en mars 2019, soit un des niveaux les plus bas de la dernière décennie (Figure 16). Le prix de l'huile de palme serait ainsi environ douze fois moins cher à la tonne que celui du beurre en équivalent matière grasse (Duteurtre et Corniaux, 2018).

Le prix de vente des mélanges de lait écrémé et de graisse végétale en poudre par les Etats membres de l'UE à destination des pays de l'Afrique de l'Ouest est estimé à 1 970 euros par tonne en moyenne sur la période 2010 à 2018. Pour être précis au plan méthodologique, il s'agit d'une estimation basée sur la valorisation des données de la base COMEXT et obtenue en divisant la valeur des exportations par les volumes exportés. De manière comparée, le prix moyen de vente des produits européens a été, pour cette même période, de 5 450 euros/t pour le lait infantile, 3 250 euros/t pour la poudre de lait entier et 2 370 euros/t pour la poudre de lait écrémé. Derrière ces moyennes pluriannuelles, le prix à la tonne varie d'une année à l'autre, en fonction notamment de la conjoncture internationale ; il est passé, par exemple, de 2 400 euros/t en 2014 à seulement 1 650 euros/t en 2018 pour les mélanges de lait écrémé et de graisse végétale en poudre ; ces mélanges ont un prix à la tonne systématiquement inférieur aux autres poudres de lait (Figure 17).

Figure 17. L'estimation du prix des poudres de lait vendues par l'UE aux pays de l'Afrique de l'Ouest (euros par tonne, entre 2000 et 2018)



Source : COMEXT / Traitement INRA SMART-LERECO

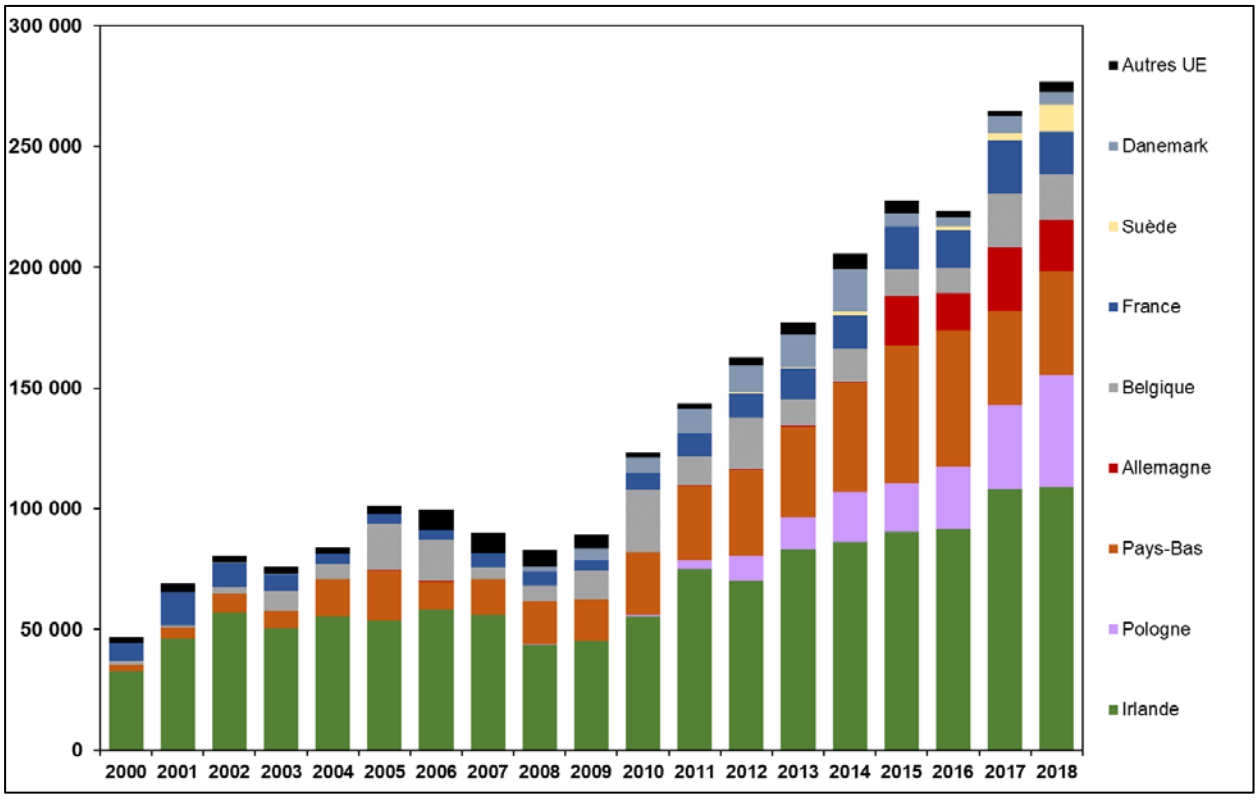
Les importations des pays de l'Afrique de l'Ouest en mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre s'élèvent, d'après les données de BACI (données qui agrègent l'ensemble des produits identifiés dans le code 190190 de la nomenclature douanière), à 431 300 tonnes en 2017. Elles sont clairement en hausse par rapport aux années antérieures puisqu'elles s'élevaient à 294 600 tonnes en moyenne annuelle au cours de la période 2000 à 2016 et 122 200 tonnes au cours de la période 2000 à 2009. En 2017, l'UE est, de loin, le premier fournisseur de l'Afrique de l'Ouest en mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (59% des volumes et 68% de la valeur). Sur la base de sa

production laitière locale et mais grâce aussi des importations de poudre de lait écrémé (environ 113 000 tonnes en 2017), la Malaisie, pays pourtant déficitaire en produits laitiers (EU-Malaysia Chamber of commerce and Industry, 2015), est le deuxième fournisseur de l'Afrique de l'Ouest en mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre (24% des volumes et 13% de la valeur).

En utilisant les données européennes de COMEXT, il est possible d'accéder à des données plus actualisées (2018 contre 2017 dans le cas de BACI) et plus désagrégées selon les produits (NC8 contre NC6). En ne considérant ci-après que les produits relevant du code 19019099 de la nomenclature douanière et non plus celles issues du code 190190, les exportations de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre représentent 9% du total des exportations européennes de produits laitiers. Les exportations européennes à destination des pays de l'Afrique de l'Ouest s'élèvent à 276 900 tonnes en 2018, contre 81 900 tonnes en moyenne annuelle sur la période 2000 à 2009 et 191 000 tonnes en moyenne annuelle sur la période 2000 à 2017. En 2018, les principaux pays destinataires de ces exportations sont le Nigéria (31%), le Sénégal (26%), le Mali (11%), la Côte d'Ivoire (6%) et la Mauritanie (6%).

Parmi les Etats membres de l'UE, l'Irlande est, de loin, le premier exportateur de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre à destination de l'Afrique de l'Ouest (Figure 18). Ce pays assure, à lui seul, 39% des exportations européennes (en volume) contre 17% pour la Pologne et 16% pour les Pays-Bas. Les pays qui arrivent ensuite dans la hiérarchie sont l'Allemagne (8%), la Belgique (7%) et la France (6%).

Figure 18. Les exportations des Etats membres de l'UE en mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre à destination des pays de l'Afrique de l'Ouest (tonnes, entre 2000 et 2018)



(*) Code 19019099 de la nomenclature

Source : COMEXT / Traitement INRA SMART-LERECO

Le développement des exportations européennes de mélanges de lait écrémé et de graisse végétale en poudre à destination de l'Afrique de l'Ouest résulte, pour l'essentiel, d'un nombre limité d'entreprises internationalisées, qui sont présentes et investissent dans les pays ciblés de façon à capter une partie de la demande domestique en croissance, notamment dans les zones urbaines proches des ports où l'approvisionnement à partir de lait local est souvent plus difficile. Il s'agit notamment de Glanbia pour l'Irlande, de Friesland-Campina pour les Pays-Bas, de DMK pour l'Allemagne, de Lactalis et de Danone pour la France ou de Milcobel pour la Belgique (Duteurtre et Corniaux, 2018-b). Les stratégies déployées par ces entreprises s'inscrivent dans un cadre commercial plutôt avantageux, en ce sens que les droits de douanes appliqués au sein de la zone CEDEAO sur la poudre de lait importée en vrac sont, depuis une vingtaine d'années, extrêmement faibles (5%). Au final, cela permet à ces entreprises de proposer aux consommateurs de ces pays des « produits laitiers » (après reconditionnement de la poudre importée) à des prix très compétitifs et, assurément, à un niveau inférieur à ce que la production laitière issue du pastoralisme ne peut offrir.

Outre la question des importations de poudres, les entreprises internationalisées présentes sur place sont aussi susceptibles d'investir davantage dans les années qui viennent pour encourager le développement d'une production laitière locale qui serait davantage basée sur des exploitations laitières de grande taille et situées à proximité des aires urbaines en croissance démographique. Même si cela n'est pas si simple à mettre en œuvre compte tenu de certaines difficultés internes, cette stratégie aurait elle aussi des implications négatives pour l'agriculture traditionnelle locale.

Au-delà des stratégies de firmes, et comme cela est rappelé par plusieurs auteurs (Bazin *et al.*, 2019 ; Choplin, 2019), le développement des exportations européennes de mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre vers l'Afrique de l'Ouest doit également être mis au regard des choix arrêtés dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC). En effet, l'abandon des quotas laitiers au sein de l'UE à compter de 2015 a entrainé une augmentation rapide de la production laitière européenne, surtout dans les pays européens du nord, qui sont également les plus concernés par l'exportation de ces produits. Dans une conjoncture laitière internationale devenue moins favorable entre 2016 et 2017, les stocks de poudre de lait se sont accumulés, ce qui a provoqué une baisse importante des prix payés aux producteurs et justifié une recherche active de nouveaux débouchés (Pouch et Trouvé, 2018). L'augmentation soudaine du prix international des matières grasses a, de plus, encouragé les industriels du secteur à produire davantage de beurre et de crème, ceci ayant pour corollaire un développement des co-produits liés à cette production, en l'occurrence la poudre de lait écrémé.

Conclusion

« La planète laitière » ne souffre donc pas d'un manque de dynamisme. Non seulement l'évolution de la consommation et de la production de lait au fil des dernières décennies a été importante (OCDE-FAO, 2018), mais la filière laitière sera interpellée par l'essor attendu de la population mondiale (environ +230 000 habitants par jour). Si les échanges internationaux de produits laitiers représentent aujourd'hui une part encore limitée de la production laitière (environ 8%), de nombreux pays asiatiques et africains rencontrent des difficultés pour produire, en temps réel, autant de lait que le marché local ne l'exige. Cette situation de déséquilibre entre l'offre et de la demande conduit nécessairement à s'interroger sur les meilleures stratégies à adopter pour le futur.

Ainsi, un pays déficitaire en produits laitiers doit-il privilégier une stratégie consistant à s'approvisionner à bas coût sur le marché mondial ou à favoriser le développement de ses filières locales de production? Existe-t-il un savant dosage à privilégier entre ces deux options ? Peut-on imaginer que ces deux options puissent être combinées avec succès à long terme ? La réponse à ces questions n'est pas simple. Elle justifie que des travaux, théoriques et appliqués, soient menés pour analyser plus finement les enjeux et éclairer au mieux les décisions publiques. Ces questions sont, en effet, placées au cœur de nombreux débats portant sur le degré souhaitable d'ouverture des marchés, débats qu'il est parfois difficile de suivre tant les avis exprimés sont parfois tranchés.

Les défenseurs de la libéralisation soutiennent que les échanges et l'ouverture des marchés s'accompagnent toujours d'une amélioration des performances globales des économies nationales, quel que soit leur niveau de développement. Ils ajoutent, d'une part, que les économies relativement ouvertes connaissent une croissance plus rapide que celles qui sont relativement fermées et, d'autre part, que les entreprises qui prennent part aux échanges présentent en général des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail que les autres. Ils rappellent en outre que la prospérité et les opportunités ainsi créées dans le monde entier favorisent une stabilité et une sécurité accrues au bénéfice de tous. Ces positions en faveur du commerce international reposent sur l'hypothèse que les pays doivent se spécialiser dans les activités pour lesquelles ils ont un avantage compétitif, qu'il s'agisse d'une dotation en ressources, ou d'un savoir-faire. Ainsi, la théorie du libre-échange justifierait pour les pays ouest-africains d'importer de la poudre de lait à bas prix et d'exporter des produits pour lesquels les coûts de production sont avantageux.

Or, ces arguments en faveur du libre-échange ne prennent pas en compte les distorsions de concurrence liées aux subventions ou aux disparités sur les normes de qualité. Les positions en faveur du libéralisme ne doivent pas non plus négliger les impacts environnementaux, ni les enjeux territoriaux liés au développement de telle ou telle production. Les avantages compétitifs ne sont pas « donnés » mais ils résultent de choix de politiques intérieure, d'orientations stratégiques. Pour acquérir des avantages compétitifs, les économies en développement doivent considérer les investissements en capital, en savoir-faire et en infrastructures de moyen et long terme. Ce sont ces arguments qui ont conduits de nombreux « grands pays laitiers » à mettre en place des protections tarifaires. C'est le cas de l'Union Européenne, du Maroc ou du Kenya par exemple, qui protègent leurs marchés grâce à des barrières douanières de plus de 60%. Sans être favorables à une fermeture systématique des marchés, ni même contester que certains des arguments économiques évoqués aient du sens, d'autres acteurs présents dans ces débats invitent à prendre un peu de recul sur les atouts supposés de la libéralisation des marchés. Ils considèrent, en effet, que la réflexion ne peut, du moins dans certains cas, se limiter aux seuls arguments économiques de court terme, ce sans prendre en considération en parallèle les aspects sociaux, territoriaux et environnementaux.

Dans ce sens, le choix des pays de l'Afrique de l'Ouest de ne taxer que très faiblement les poudres de lait importés interroge-t-il ? En favorisant l'entrée de produits laitiers issus des pays développés sur le marché domestique, ce choix a pour avantages, d'une part, d'offrir aux consommateurs locaux des biens alimentaires à bas prix et, d'autre part, de permettre un approvisionnement régulier des consommateurs, notamment urbains, en produits laitiers. Ce choix a, en revanche, pour inconvénient de rendre les produits laitiers locaux moins compétitifs, ce qui peut avoir un effet déstructurant à long terme pour la filière laitière locale. Au-delà de la question économique momentanée du coût des approvisionnements

alimentaires, une déstabilisation de la filière locale de production est susceptible d'avoir des implications multiples à plus ou moins long terme : une perte d'emplois, alors même que l'élevage joue un rôle social dans certains endroits ; un recul des activités d'élevage dans des zones où celui-ci contribue à la valorisation des écosystèmes ; une accentuation de la dépendance des pays aux importations et, derrière cela, à la stratégie de quelques grandes firmes multinationales.

La fermeture autoritaire des frontières ou l'adoption d'une taxation à un niveau très élevé des produits laitiers importés auraient, à court terme, de graves répercussions pour les consommateurs de l'Afrique de l'Ouest (insuffisance des approvisionnements et hausse soudaine des prix à la consommation). Ainsi, la stratégie à privilégier est sûrement celle, plus intermédiaire, qui permettrait de s'approvisionner sur le marché mondial dans des conditions telles que cela préserverait, en même temps, la capacité de développement de la production locale. Une telle stratégie implique de réfléchir à la pertinence des politiques de coopération menées entre zones économiques, au contenu des accords de « partenariat économique », comme celui entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest (Berthelot, 2018), et aux accords bilatéraux. Elle suggère aussi plus de co-construction entre les différents acteurs de la filière. La stratégie de quelques grandes entreprises de pays européens (surtout en Irlande et aux Pays-Bas) consistant à vendre des mélanges de lait écrémé et de matière grasse végétale en poudre à très bas prix aux pays africains est, sur ce plan, discutable, tant au plan environnemental (utilisation d'huile de palme) qu'économique (valorisation des excédents accumulés de production en période de sortie des quotas laitiers). Les entreprises multinationales présentes en Afrique de l'Ouest ont donc une forte responsabilité quant à l'évolution de la filière laitière locale. Parallèlement à la valorisation commerciale des produits importés, elles peuvent aussi utiliser du lait produit localement pour soutenir le développement du secteur, ce dans une volonté de préserver de bons équilibres à long terme.

Remerciements

Mes remerciements à ma collègue Cécile Le Roy (INRA, UMR SMART-LERECO) pour son appui efficace dans le traitement des données des douanes. Mes remerciements aussi à Christian Corniaux et Guillaume Duteurtre du CIRAD, dont les nombreux et riches travaux sur le secteur laitier en Afrique de l'Ouest m'ont été précieux. Mes remerciements enfin au comité d'organisation des rencontres « lait, vecteur de développement » pour son invitation à Dakar en juin 2019.

Références

Bazin G., Pflimlin A., Pouch T., 2019. Secteur laitier par gros temps : tirer les enseignements des crises laitières récentes et proposer la mise en œuvre préventive d'instruments de régulation. Note de l'Académie d'Agriculture de France, 24 p.

Berthelot J., 2018. Vous avez dit libre échange ? L'accord de Partenariat Economique Union Européenne – Afrique de l'Ouest. Editions l'Harmattan, Paris, 16 p.

Bingi S., Tondel F., 2015. Recent developments in the dairy sector in Eastern Africa. Briefing note of the European Centre for Development Policy Management, 78, 19 p.

Broutin C., Levard L., Goudiaby M.C., 2018. Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière "lait local" en Afrique de l'Ouest ? Rapport, de synthèse, Gret, 100 p. https://www.gret.org/wp-content/uploads/rapport-synthese-etude-lait-afouest-VF2.pdf

Chatellier V., 2016. Le commerce international, européen et français des produits laitiers : évolutions tendancielles et dynamiques concurrentielles. INRA Productions Animales, 29, 143-162.

Chatellier V., Pouch T., Le Roy C., Mathieu Q., 2018. Les relations commerciales agroalimentaires de la Russie avec l'UE, l'embargo russe et les productions animales. INRA Productions Animales, vol 31(2), 83-103.

Chaumet J.M., 2018. Le secteur laitier chinois : entre pression des importations et reprise en main interne. Economie Rurale, 324, 91-108.

Choplin G., 2016. L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest. Etude réalisée à la demande d'Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique, 25 p. https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2016/10/EtudIndusLait-FR.pdf

Choplin G., 2019. Surproduction de lait : ici et ailleurs, les éleveurs boivent la tasse. N'exportons pas nos problèmes. Etude pour Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique, 51 p. https://www.nexportonspasnosproblemes.org/wp-content/uploads/2019/04/Dossier_campagnelait_web_complet.pdf

Commission Européenne, 2017. EU agricultural markets and income 2017-2030. Brussels, Report, 90 p. https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/markets-and-prices/medium-term-outlook/2017/2017-fullrep_en.pdf

Corniaux V., 2015. L'industrie laitière en Afrique de l'Ouest : histoire, stratégies et perspectives. Rapport du projet « MilkyWay for Development », 39 p. https://agritrop.cirad.fr/575311/1/document_575311.pdf

Corniaux C., Alary V., Gautier D., Duteurtre G., 2012. Producteur laitier en Afrique de l'Ouest : une modernité rêvée par les techniciens à l'épreuve du terrain. Autrepart, 62, 17-36.

Corniaux C. et Duteurtre G., 2018. Etude relative à la formulation d'un programme régional de promotion des chaînes de valeur lait local au sein de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad ». Rapport réalisé par le CIRAD pour le compte du Hub Rural, Dakar, 105 p. + annexes.

Coulibaly D., Moulin C.H., Poccard-Chappuis R., Morin G., Sidibé S.I., Corniaux C., 2007. Evolution des stratégies d'alimentation des élevages bovins dans le bassin d'approvisionnement en lait de la ville de Sikasso au Mali. Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, 60 (1-4), 103-111.

Duteurtre, 2007. Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse. Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, 60 (1-4), 209-223.

Duteurtre et Corniaux, 2018-a. Le commerce de poudre de lait ré-engraissée : situation et enjeux pour les relations commerciales Europe – Afrique de l'Ouest. Rapport réalisé par le CIRAD sous la supervision des équipes de SOS Faim et d'Oxfam, 43 p.

Duteurtre et Corniaux, 2018-b. Pour une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers en Afrique de l'Ouest. Notes d'orientation, 8 p. http://www.reca-niger.org/IMG/pdf/-11.pdf

EU-Malaysia Chamber of commerce and Industry, 2015. Potential and challenges of dairy products in the Malaysian market, 97 p. http://mblbc.org/wp-content/uploads/The-Potential-and-Challenges-of-Dairy-Products-in-the-Malaysian-Market-2015.pdf

FAO, 2013. Milk and dairy product in human nutrition. Report, 375 p. http://www.fao.org/3/i3396e/i3396e.pdf

Faye B. et Konuspayeva G., 2012. The sustainability challenge of the dairy sector. International Dairy Journal, 24, 50-56.

Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé, 2012. L'huile de palme : aspects nutritionnels, sociaux et environnementaux. Note, 20 p. http://alimentation-sante.org/wp-content/uploads/2012/12/Etatdeslieux_HdP_1112.pdf

Hemme T., Otte J., 2010. Status and prospects for smallholder milk production. A global perspective. FAO, Report, 186 p. http://www.fao.org/3/i1522e/i1522e.pdf

Institut de l'Elevage, 2018-a. Marchés mondiaux des produits laitiers : bien orientés grâce à la croissance mondiale. Dossier Economie de l'Elevage, 490, 39 p.

Institut de l'Elevage, 2018-b. La filière laitière chinoise, 10 ans après le scandale de la mélamine. Dossier Economie de l'Elevage, 492, 53 p.

International Dairy Federation, 2018. Bulletin of the IDF, 494, 199 p.

Landes M., Cessna J., Kuberka L., Keithly J., 2017. India's dairy sector: structure, performance and prospects. USDA-Report ERS, 272, 47 p.

Meijaard E., Garcia-Ulloa J., Shei, D., Wich S.A., Carlson K.M., Juffe-Bignoli D., Brooks T., 2018. Palmiers à huile et biodiversité. Rapport du groupe de travail de l'UICN, 126 p. https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2018-027-Fr.pdf

OCDE-FAO, 2018. Perspectives agricoles 2018-2027. Editions OCDE, Paris, 123 p. http://www.fao.org/3/i9166f/i9166f_chapitre1.pdf

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologique, 2018. Enjeux sanitaires et environnementaux de l'huile de palme. Note n°7, 8 p. https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/184000753.pdf

ONU, 2017. World population prospects: the 2017 revision, key findings & advance tables. Report, 46 p. https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf

Pei X., Tandon A., Alldrick A., Giorgi L., Huang W., Yand R., 2011. The China melamine milk scandal and its implications for food safety regulation. Food Policy, 36, 412-420.

Perrot C., Chatellier V., Gouin D.M., Richard M, You G., 2018. Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale ? Economie Rurale, 364, 109-127.

Pouch T., Trouvé A., 2018. Deregulation and the Crisis of Dairy Market in Europe: Facts for Economic Interpretation. Studies in Political Economy, 96, p. 1-19.

Rademaker C.J., Omedo-Bebe B., Van der Lee J., Kilelu C., Tonui C., 2016. Sustainable growth of the Kenyan dairy sector: a quick scan of robustness, reliability and resilience. Report, Wageningen University, 65 p. http://library.wur.nl/WebQuery/wurpubs/fulltext/391018

Seck M., Marshall K., Fadiga M.L, 2016. Cadre politique pour le développement de la filière laitière au Sénégal. ILRI project report, 65 p. https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/80672/senegal_dairy_pr_fr.pdf

Sraïri M.T., 2011. Le développement de l'élevage au Maroc : succès relatifs et dépendance alimentaire. Courrier de l'environnement de l'INRA, 60, 91-101.

Yilma Z., Guernebleich E., Sebsibe A., 2011. A review of the Ethiopian dairy sector. FAO report, 83 p. http://www.fao.org/3/a-aq291e.pdf

Zia U., Mahmood T., Ali M.R., 2011. Dairy development in Pakistan. FAO report, 54 p. http://www.fao.org/3/a-al750e.pdf